



Démocratie – Travail – Solidarité

LIVRE BLANC

Sur la Sécurité Nationale



ENSEMBLE, NOUS SAUVERONS LE BURKINA FASO

DU DESASTRE SECURITAIRE

Le programme complet de Zéphirin DIABRE sur la sécurité

ZEPH 2020

Zéphirin DIABRE pour la Présidence du BURKINA FASO
2020

Union pour le Progrès et le Changement (UPC)

Ouagadougou, Burkina Faso, Octobre 2020

Le courage, c'est d'abord la vérité, et nous devons la vérité aux Burkinabè : ce n'est pas une crise, c'est un désastre sécuritaire.

SOMMAIRE

Préambule	2
Le problème pour nous tous : le désastre sécuritaire est hors de contrôle	3
Notre diagnostic : une insurrection terroriste aux racines profondes	7
Demain, ce que nous allons faire : bâtir une puissance sous-régionale	13
Axe 1 : Leadership stratégique, vision et conduite de la sécurité nationale	13
Axe 2 : Architecture moderne de sécurité nationale	20
Axe 3 : Renforcement et réorganisation des Forces de défense et de sécurité	25
Axe 4 : Mobilisation et résilience des Burkinabè	42
Axe 5 : Coopération en matière de défense et de sécurité	47

Préambule

Nos pensées vont d'abord à toutes les personnes victimes du terrorisme au Burkina Faso, alors que nous ouvrons ce chapitre sur la sécurité nationale. Notre solidarité va aux familles endeuillées aussi. C'est également le lieu de rendre un vibrant hommage à nos Forces de défense et de sécurité (FDS) qui sont en première ligne dans la lutte contre le terrorisme, dans des conditions extrêmes, prêtes au sacrifice suprême à chaque instant, pour défendre l'intégrité de notre territoire et la sécurité du peuple burkinabè. À toutes ces femmes et à tous ces hommes, à tous ces héros, souvent de l'ombre, militaires, para militaires et civils, nous sommes reconnaissants. Ils peuvent déjà être rassurés de notre écoute constante, au plus près du terrain, et de notre détermination à mobiliser tous les moyens et tous les Burkinabè avec eux.

Notre devoir le plus élevé est de défendre le Burkina Faso. Alors que l'activité terroriste augmente crescendo depuis l'avènement au pouvoir du MPP (Mouvement du Peuple pour le Progrès) et de ses alliés en 2016 et atteint de nouveaux sommets. Par exemple, sur la période allant du 01 août 2019 au 01 août 2020: 2812 décès pour le Burkina Faso, dépassant le Mali (2638 décès) selon les données de l'ACLED (*The Armed Conflict Location and Event Data Project*). Nous ne pouvons pas continuer à trouver des excuses à la faillite évidente du Président Roch Kaboré et de son régime.

La politique de sécurité nationale que nous engagerons, avec Zéphirin DIABRE Président du Faso, « chef suprême des Forces armées nationales » comme le précise notre Constitution, consacrera un nouveau départ post-insurrectionnel en toute sécurité. Cette politique de sécurité nationale, que nous voulons ambitieuse et efficace, sera au cœur de notre projet de reconstruction nationale pour défendre et promouvoir les intérêts vitaux du Burkina Faso. Ce sera la politique de sécurité nationale d'un Etat qui se donne, avec détermination, lucidité, et agilité, les moyens intellectuels, matériels, et émotionnels pour défendre les intérêts du Burkina Faso, garantir la sûreté, la sécurité, et la prospérité du peuple burkinabè. Nous mettrons en place un nouveau contrat social afin de recréer le lien à la fois entre les Burkinabè et l'Etat et entre les Burkinabè et les FDS.

La mémoire de nos martyrs FDS et civils, le souvenir de nos ancêtres et l'avenir de nos enfants scellent le pacte qui nous oblige à neutraliser les terroristes et à décourager tous nos ennemis. La vaillance du soldat qui monte à l'assaut de l'ennemi avec courage pour que vive notre pays est là aussi pour nous rappeler le lien sacré qui doit unir les Burkinabè à leurs forces de défense et de sécurité. Nous sommes lucides et déterminés. Nous prendrons en compte les conclusions du Forum national sur la sécurité d'octobre 2017, et travaillerons avec les experts

nationaux qui ont contribué à ces consultations. Vous avez notre parole, nous ne trahisons pas notre serment de défendre le Burkina Faso.

Le problème pour nous tous : le désastre sécuritaire est hors de contrôle

1. N'ayons pas peur des mots: la situation sécuritaire est macabre.

A ce jour, le pays dénombre près de 3000 morts du terrorisme parmi les civils et les forces de défense et de sécurité ; plusieurs milliers d'orphelins, de veuves et de veufs ; plus de 1 million de personnes déplacées dans leur propre pays à mi-août 2020, en hausse constante selon le CONASUR; environ 2500-3000 écoles fermées ; entre 350000-500000 élèves privés d'école ; et environ 10 000 enseignants en chômage technique ; alors que près de la moitié (50%) du territoire est sous le contrôle des terroristes et du crime organisé. **Jamais, depuis plus de 120 ans, le Burkina Faso n'a connu une telle descente aux enfers sur le plan sécuritaire, depuis en fait la conquête de la Haute-Volta et son édification en territoire militaire par la France en 1896.**

2. Chacun de nous court de plus en plus le risque d'être une victime directe de l'insécurité à mesure que la menace terroriste s'étend et prend de nouvelles formes.

Les statistiques montrent que la gestion actuelle du terrorisme ne peut pas arrêter la descente aux enfers sécuritaire et sociale. En effet, le 22 juillet 2020, à seulement quatre (4) mois jour pour jour de l'élection présidentielle du 22 novembre 2020, Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies écrit: « ***La situation humanitaire au Burkina Faso continue d'être préoccupante : 2,9 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire ; plus de 921 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays- 54% d'entre elles sans abri ou ne possèdent pas d'abri adéquat; 948 000 personnes ont besoin de protection; 1,5 million de personnes dépendent de l'aide humanitaire en matière de santé ; 2 512 écoles sont fermées, privant ainsi plus de 350 000 enfants d'éducation. »*** »

3. L'avenir est sombre si nous n'agissons pas maintenant et conséquemment.

L'aggravation de la crise sécuritaire est le scénario le plus probable d'autant plus que parce qu'elles ne sont pas commandées, contrôlées et soutenues avec clarté par le chef suprême des Forces armées nationales, le Président KABORE, nos FDS, y compris nos plus vaillantes unités combattantes, sont au bord de l'enlèvement, pris dans le piège d'une lutte sans fin. De plus, les Nations Unies notent : « ***En raison de la recrudescence des violences contre les populations civiles et le manque d'accès aux services essentiels de base, tels que la santé et l'éducation, le***

nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire est en constante augmentation. De janvier à fin juin 2020, il est passé de 2,2 millions de personnes à 2,9 millions, soit 32% d'augmentation. ».

4. Nos forces de défense et de sécurité sont sous-équipées et sous-entraînées.

Les terroristes peuvent attaquer n'importe quel pays au monde mais le fait que des terroristes contrôlent des territoires dans un pays n'est pas un phénomène mondial, cela arrive seulement dans les Etats où l'appareil sécuritaire est négligé.

La réalité des problèmes capacitaires et de formation de notre armée a été soulignée à différentes occasions par le Président RochKABORE et ses ministres de la Défense. De même que les problèmes de financement et d'organisation géographique. De plus, c'est pour cela que le plan stratégique 2018-2022 a fixé comme axes majeurs le renforcement de l'éthique, la bonne gouvernance et la responsabilité.

Aujourd'hui, force est de constater que la guerre contre le terrorisme n'a pas encore été gagnée parce que les mesures annoncées sont insuffisantes et, trop souvent, ce qui a été annoncé n'est pas opérationnalisé efficacement (ni dans la qualité, ni dans les délais, ni dans la manière) : (i) ni la mise en œuvre de la Loi de programmation militaire (LPM) parce qu'on arrivait pas à dépenser le budget alloué aux équipements militaires à cause entre autres de problèmes de capacité d'absorption, ou de hausse substantielle intervenue seulement en 2018; (ii) ni la politique de sécurité nationale qui n'était toujours pas adoptée à quelques mois de l'élection présidentielle de novembre 2020 ; (iii) ni encore la réalisation du maillage du territoire par l'armée et le bon moral des troupes au front, puisque les attaques, la carte d'insécurité et le désert sécuritaire (absence de postes des FDS sur des pans entiers du territoire) ont augmenté.

Très clairement, les initiatives pour renforcer et adapter l'équipement, l'organisation et la formation de nos FDS ne sont pas assez vite déployées. Tout cela alors qu'après des arbitrages difficiles, les Burkinabè ont consenti un effort financier sans précédent récent. Il faut en effet remonter en 1975 (+144%, à 2,81% du PIB) pour voir une croissance annuelle des dépenses militaires de plus de 44% comme en 2018 (à 2,1% du PIB - contre un plus haut historique de 3,28% du PIB en 1978).

5. La situation militaire est difficile: l'ennemi est changeant et efficace.

L'ennemi n'est pas une grande armée, mais sur le champ de bataille il a souvent montré une supériorité tactique, une meilleure connaissance du terrain et une grande motivation. Pourtant, il ne nous est pas supérieur en nombre, la plupart des GATs (Groupes Armées Terroristes) comprenant environ 1000 combattants. De plus, en opération, tactiquement et matériellement les plus gros dispositifs de l'ennemi sont généralement des colonnes de PKMR (Pick-up,

Kalachnikovs, Mitrailleuses, RPG-7) par *katiba* (camp de combattants) de quelques cinquantaines ou centaines d'hommes.

Sur le terrain, l'ennemi a continué à adapter ses méthodes en réponse à la présence de nos FDS. Il dispose d'une profondeur stratégique à partir de plusieurs frontières. Il apprend et se réajuste en continu. Il a aujourd'hui réussi à constituer des enclaves terroristes et crée un sentiment d'incertitude sur le terrain qui rend difficile notre action. La question est de savoir si nous pouvons aussi nous réadapter rapidement ? Que faire face à un ennemi changeant ?

6. Nos Forces de défense et de sécurité sont sous-motivées et mal commandées par le Président et son gouvernement

Selon des acteurs en première ligne dans cette lutte, la situation militaire au Burkina Faso est jugée catastrophique, alors que l'ennemi oppose une guerre asymétrique dure à notre armée sur notre territoire. L'équation est la suivante: il s'agit d'assurer la montée en puissance de notre armée en reconstruction depuis 2015, alors même qu'en temps de guerre la priorité est aux opérations de combats et non de formation et d'entraînement des hommes. C'est pourtant le double défi que nous devons relever.

Beaucoup de nos FDS ont besoin de notre attention immédiate à cause d'une guerre intense, longue et incertaine dans des conditions rustiques sur les plans matériel et moral. Cela parce que depuis le départ nous n'avons pas bien pensé et bien organisé notre réponse face à la menace terroriste.

Le plus grand défi pour nous dans le Sahel et au Burkina Faso se pose en termes de leadership stratégique, de capacité à penser, agir et influencer le cours des événements de façon favorable pour notre pays. Il nous faut remobiliser tout notre pays et créer les conditions de la victoire. La victoire reposera beaucoup sur la force de la volonté et sur l'absence de préoccupation pour le mental que seul un leadership capable de diriger stratégiquement peut produire.

7. Notre capacité de penser, agir et influencer le cours des événements stratégiques aux niveaux sous régional, africain et international, y compris dans notre propre pays, a périclité

Ce constat est fait alors même que du Sud de la Méditerranée jusqu'aux Grands Lacs en passant par le Sahel, et du Golfe de Guinée au Golfe d'Aden, les menaces stratégiques enflent et les risques de déstabilisation durable des Etats se précisent. Dans ce contexte, seule une vision stratégique lucide et un leadership audacieux pourront garantir à nos pays une victoire dynamique et durable sur nos ennemis. Disons la vérité aux Burkinabè, face aux menaces, notre pays n'est pas prêt. Le Burkina Faso est devenu un Etat failli. Aujourd'hui, les experts en sécurité considèrent notre pays comme l'un des maillons les plus faibles face au terrorisme dans le Sahel.

8. L'honneur de notre pays est à terre

Pourtant, la Constitution de notre IV^e République est claire, à son article 2 : « La protection de la vie, la sûreté et l'intégrité physique sont garanties. » Ce n'est plus le cas depuis que Roch KABORE est le Président du Faso. Alors même que l'article 36 dispose tout aussi clairement que le Président du Faso « est garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, de la permanence et de la continuité de l'Etat... ». Vous le voyez bien, le Président KABORE a failli à son serment de faire respecter la Constitution du Burkina Faso. Lui-même et chacun de nous devons en tirer toutes les conséquences.

9. Un Président du Faso qui ne prend pas toute la mesure de la fonction de « chef suprême des Forces armées nationales » est le plus grand et le premier des handicaps dans la lutte contre l'insécurité

La Présidence du Burkina Faso, c'est très sérieux. Quand on est élu Président du Faso alors qu'on n'a pas mesuré la gravité de la charge de « chef suprême des Forces armées nationales », comme le dispose l'article 52 de notre Constitution, c'est mettre le Burkina Faso et la vie des Burkinabè en danger, en particulier lorsque nos ennemis nous attaquent. C'est cette réalité fatale que l'insurrection terroriste étale avec violence sous nos yeux. Hélas, le chapelet des drames et des désastres sécuritaires qui ont frappé le Burkina Faso depuis 2015, et surtout depuis leur accélération et leur intensification à partir de janvier 2016, est trop long : Arbinda, Yirgou, Banh, Kain-Ouro, Nassoumbou, Toéni, restaurant Le Cappuccino, l'hôtel Splendid et le bar Taxi Brousse, état-major à Ouagadougou, etc.

10. La vérité sur la guerre anti-terroriste a été cachée à notre peuple souverain.

Nous pensons qu'il est très important que les principes de la société de communication, de la propagande anti-terroriste et des réseaux sociaux soient intégrés dans les plans opérationnels de nos FDS. Mais cela ne doit pas être détourné par le gouvernement pour manipuler l'information et priver le peuple de son droit à l'information qui est garanti par notre Constitution en son article 8.

Or, c'est bien ce qui a été fait avec l'adoption du nouveau code pénal condamnant la diffusion d'informations sur les opérations militaires. Cette réforme a été justement dénoncée comme liberticide par les hommes de médias et les défenseurs des droits de l'homme. **Ce faisant, le gouvernement a exercé un contrôle de la pression médiatique et empêché nos journalistes d'être les témoins critiques de notre peuple et de rapporter les faits sur l'efficacité de la politique sécuritaire.**

Dans une démocratie, sans franchir la frontière étanche de servir de relais aux velléités de propagande des terroristes, nous devons la vérité au peuple y compris quand nos braves militaires meurent pour la Nation, parce qu'ils ont droit aux hommages et à la reconnaissance des Burkinabè. C'est aussi à l'épreuve de la vérité que nos FDS et les Burkinabè éviteront de nouveaux déboires stratégiques.

Notre diagnostic : une insurrection terroriste aux racines profondes

Un pays fort fait ce qu'il peut, un pays faible subit ce qu'il doit subir ; nous voulons être un pays fort.

Le désastre sécuritaire au Burkina Faso est fondamentalement causé par une crise du politique, la politique entendue dans son sens le plus noble, d'organisation et d'exercice du pouvoir d'Etat pour promouvoir l'intérêt national. En effet, notre analyse est que le problème sécuritaire est la résultante d'une crise multidimensionnelle: géopolitique, territoriale, climatique, anthropologique, culturelle, économique, sociale, de l'Etat, et de leadership. La menace sécuritaire est transfrontalière, essentiellement intérieure au Sahel, avec des relais extérieurs, et concentrée dans le Nord et l'Est pour ce qui est du Burkina Faso. Devant cette crise multidimensionnelle, l'Etat et les politiques publiques ont failli, en particulier depuis janvier 2016. Voilà la source du désastre sécuritaire, qui est le résultat direct d'une crise de gouvernance et de leadership au sommet de l'Etat. Cela a affaibli le Burkina Faso. On le sait, un pays fort fait ce qu'il peut, un pays faible subit ce qu'il doit subir. **Nous voulons faire du Burkina Faso un pays craint par ses ennemis et respecté par ses concurrents et ses alliés.**

Crise géopolitique. Les conflits et les enjeux politiques transfrontaliers sur les territoires et les ressources dans le Sahel, en Libye et dans le Golfe de Guinée ont amplifié les logiques de puissance externes et internes (notamment depuis la chute de Blaise COMPAORE) propres au Burkina Faso, dans un contexte mondial de persistance du terrorisme militarisé et mafieux, et d'expansion des réseaux criminels transfrontaliers. A l'interne, le contexte d'instabilité politique et le climat de défiance et de méfiance consécutifs à l'insurrection d'octobre 2014, impliquant différents courants militaires et civils, a accentué la vulnérabilité du Burkina Faso aux risques géostratégiques. Dans ces conditions, une incapacité à faire de l'anticipation et de l'action stratégiques a totalement désarmé le Burkina Faso face aux menaces et aux défis sur sa sécurité nationale.

Crise des territoires. Nos territoires sont en crise. De vastes étendues de territoire ont vu le temps s'y arrêter depuis les indépendances. Elles sont demeurées de simples noms sur une carte, ou de simples unités statistiques, sans projet, où vivent des Burkinabè coupés du reste du monde et sans espoir. Bien souvent ces territoires sont des économies agro-pastorales en décrochage, sans emplois, sans administrations, sans routes, sans services de base et sans équipements

collectifs. La fracture entre les centres urbains et les périphéries villageoises est béante. La compétition, souvent avec les urbains, pour l'accès aux ressources présentes sur ces espaces, comme les animaux pour la chasse et les mines d'or, sont aussi sources de frustrations et de violences.

Nous avons formé de grands ghettos territoriaux où nous avons abandonné des Burkinabè à notre oubli et à notre cynisme. La régionalisation, la décentralisation et la déconcentration sont restés de gros mots sans contenu pour des millions de Burkinabè. La pauvreté dans les territoires ruraux contribue à 92% à l'incidence de la pauvreté au Burkina Faso. Au village, environ une personne sur deux est pauvre. Une figure intellectuelle et de la société civile burkinabè avait l'habitude de dire qu'en dehors de Ouagadougou il n'y a rien. Nous disons que dans l'Est et dans le Sahel il n'y a dix fois rien en termes d'infrastructures routières et de services de santé et d'éducation. En dehors du Centre, toutes les régions du Burkina Faso ont un taux de pauvreté d'au moins 20%, allant jusqu'à plus de 70% dans le Nord et environ 60% dans la Boucle du Mouhoun. Ces deux régions sont largement défavorisées. L'ampleur du problème de nos territoires que le terrorisme-mafieux nous balance violemment à la figure est telle qu'elle renvoie à un échec collectif sur tous les plans.

Crise climatique. Depuis la décennie 1970, des Burkinabè sont nés et ont grandi dans des zones de notre territoire au climat déjà aride (Le Nord du pays en particulier, avec son climat sahélien) et qui ont continué à subir les assauts répétés des phénomènes climatiques extrêmes (sécheresses de 1973, 1984, 1991, 1994, 1998 et 2004, températures extrêmes, inondations) et de la dégradation de l'environnement. Avec la pression démographique, cela a alimenté la compétition et les conflits pour les rares ressources environnementales comme les pâturages et les ressources en eau, en particulier entre éleveurs semi-nomades et agriculteurs sédentaires. Livrées à elles-mêmes, dans des logiques qui rappellent souvent celles des sociétés de type anarchique, les clivages entre communautés aux intérêts socio-économiques divergents se sont alors accentués. En même temps, et sans espoir, le ressentiment et la tentation de la radicalisation, du vice et du crime se sont installés chez certains individus dans une économie primaire en décrochage sans grande perspective. Désormais, aux sinistrés et aux nomades climatiques, s'ajoutent les sinistrés et les déplacés de guerre.

Crise anthropologique. Le genre burkinabè, entreprise inachevée, s'abîme. Aujourd'hui, notre rapport à l'autre Burkinabè, c'est-à-dire à nous-même est profondément dégradé à cause de notre individualisme triomphant. La course à la réussite et la tyrannie de l'argent nous ont autocentrés sur nos seuls intérêts individuels. Aujourd'hui dans le monde, nous sommes trop nombreux à être dans une insécurité sociale, une prison matérialiste et dans un repli égoïste qui nous ont pervertis. Au Burkina Faso nous ne faisons pas exception à la règle, nous sommes des sujets d'un capitalisme débridé qui entretient des différences de classe entre les élites mondialisées urbaines et la majorité des Burkinabè qu'on retrouve dans les classes populaires urbaines et dans l'arrière-pays rural. La question aujourd'hui est: qu'est-ce que le Burkinabè ? Le Burkina Faso ne sera

fort dans ses fondations et contre ses ennemis que lorsque d'une façon ou d'une autre, chaque Burkinabè aura entendu que chaque autre Burkinabè est un autre soi-même. C'est de cette manière que nous ferons corps, que nous aurons une dignité nationale et que nous prospérerons. Autrement, le Burkinabè sera toujours une construction en souffrance. Alors que près de 55% des Burkinabè sont âgés de moins de 20 ans, nous avons là un défi extraordinaire à relever de toute urgence.

Crise culturelle. Notre culture, c'est cette transmission que nous avons en commun et qui déclenche chez nous les mêmes stimuli. L'état de notre culture est le phare avancé de notre pays, dans toutes ses facettes. Or, que nous dit-il aujourd'hui ? Que trop de divisions persistent entre nos groupes ethniques nos tribus. La singularité ethnique est une richesse qui doit permettre à chaque Burkinabè d'apporter une brique spéciale à notre maison commune sans aliéner cette dernière. Le dialogue entre les cultures tribales est insuffisamment fécond, voire inexistant. Dans beaucoup de cas, il est resté figé sur la « parenté à plaisanterie », qui d'ailleurs mérite de notre part un regard plus critique. On se souvient aussi de ces compétitions musicales nationales qui révèlent en toile de fond un pays aux groupes ethniques évoluant en silos, un pays certainement trop arcabouté au présent et fébrile aux changements qui libèrent. Nos cultures peinent à produire du commun, ou à simplement inventer du nouveau, à l'image de notre vivre ensemble sclérosé, de notre FESPACO qui brille plus par son passé que par son habilité à éblouir le présent et à séduire au-delà de nos frontières. A l'image d'une culture populaire insuffisamment dynamique et productive. Nous apprenons en revanche que tout n'est pas perdu, que l'espoir est permis. C'est du moins ce que nous disent l'énergie et l'inventivité des arts du spectacle vivant (théâtre, danse) burkinabè. Mais là aussi, on retrouve nos écarts, cette fois-ci entre les élites urbaines mondialisées et le Faso réel de nos campagnes et de nos quartiers urbains populaires.

Crise de l'ordre social et économique. Résultat, la société burkinabè peine à exister, traversée qu'elle est par des différences entretenues. Beaucoup trop de Burkinabè se définissent plus par leur groupe d'appartenance que par la mère patrie. Et nous sommes nombreux à succomber à un langage totalitaire qui alimente les foyers incandescents qui traversent notre société et notre pays, et explosent en conflits communautaires. Désormais, nous sommes nombreux à banaliser le langage ethnicisé sur la place publique et en politique. En 2020, le mariage d'amour n'est toujours pas possible entre certains Burkinabè à cause de normes imposées par le clan ethnique, des préjugés ethniques tenaces ou des logiques de domination féodale.

Comme si cela ne suffisait pas, l'extrême pauvreté, la marginalisation et les inégalités s'amplifient à un rythme vertigineux, en particulier pour les millions de Burkinabè directement impactés par le terrorisme. La dégradation de la dignité humaine et la décomposition de notre vivre ensemble s'aggravent. Les effets économiques et sociaux induits par la pandémie de la Covid-19 davantage accélèrent et accentuent les risques de déstabilisation durable de notre pays à l'instar de la Somalie et du Mali.

Nous savons aujourd'hui que certes, l'insurrection terroriste au Burkina Faso est liée à la déstabilisation de la Libye et du Nord Mali, mais si elle a pu se greffer sur notre sol, c'est d'abord à cause d'une révolte contre l'ordre social dans notre pays, notamment dans le Soum. En effet, dans cette partie de notre pays, mais aussi dans le reste du Burkina Faso, y compris dans nos villes, subsistent des systèmes sociaux caractérisés par des rapports de domination de classe, prenant même la forme de systèmes de castes et d'esclavage. Ces systèmes de domination et d'exploitation sont restés figés dans le passé et refusent de rentrer dans la République. Parce que justement la République a déserté ces territoires et livré de nombreuses populations au bon vouloir d'« ayatollahs » religieux et traditionnels qui dictent la vie de leurs « sujets », l'ordre économique, le droit de vote, l'accès à la terre, allant parfois jusqu'à décider à qui on peut se marier. Pour ces Burkinabè, notre démocratie n'a donné ni droits de propriété ni droits politiques ni encore droits civiques. Cela a pour conséquence une absence d'inclusion politique et sociale, sans laquelle le développement et l'espoir de se réaliser sont impossibles.

Crise de l'Etat. Un Etat légitime et surtout un Etat disposant de puissantes forces de sécurité ne peut pas voir se développer un terrorisme insurrectionnel. Qu'en est-il au Burkina Faso? Notre Etat est faible, voire failli. Les recettes fiscales ne représentaient que 17,5% du PIB en 2019, contre une moyenne mondiale de 35%. Dans ces conditions, l'Etat n'a pas pu remplir ses responsabilités envers les Burkinabè. Il n'a pas pu construire dans la durée et face aux défis multiples un environnement national où il assure l'ordre et le respect de la loi, protège les Burkinabè les uns des autres et contre des agressions extérieures. L'Etat burkinabè n'a pas non plus été capable de bâtir les infrastructures économiques et les services de base pour développer et connecter les territoires et les Burkinabè avec des routes, des ponts, l'eau potable, l'éducation, la santé, les télécommunications, l'électricité, ou les filets de sécurité dans les situations de grande vulnérabilité comme le chômage, la maladie, ou la faim.

Crise de leadership au sommet de l'Etat. Le Président Roch KABORE a été rapidement et complètement dépassé par la situation. Il a hérité d'un pays où le secteur de la sécurité et les FDS étaient déjà en crise grave. Ensuite, en dépit des signaux clairs envoyés par les attaques de 2015: mine de manganèse de Tambao (Nord) en avril, poste de douanes de Déou (Nord) en juin, brigade de gendarmerie de Samorogouan (Ouest) en octobre; et des recommandations directes données par le Président Michel Kafando à son successeur Roch KABORE sur l'urgence de la menace terroriste, ce dernier s'est laissé complètement débordé par ce problème et a surtout tenté de sauver les apparences. L'attentat du 15 janvier 2016 qui a visé le restaurant Le Cappuccino, l'hôtel Splendid et le bar Taxi Brousse à Ouagadougou ne sonnera pas le réveil. Le Président KABORE ne jugea même pas important d'ériger un ministère plein de la sécurité à ce moment, contrairement à ses prédécesseurs, et en dépit des appels répétés du Chef de file de l'opposition, le Dr. Zéphirin DIABRE. Le taux de rotation très élevé aux postes de responsabilité (3 ministres de la défense en 4 ans, 3 ministres de la sécurité en 4 ans, et 3 chefs d'état-major général des armées) est également un reflet amer du grand tâtonnement au sommet de l'Etat. Et il aura fallu attendre le 18 mai 2018 pour que le Conseil supérieur de la défense nationale (CSDN) se

réunisse pour la première fois sous la présidence de Roch Marc Christian KABORE, alors que ce type de réunions a lieu au moins une fois par semaine dans des pays qui ne sont même pas attaqués. L'article 52 de la Constitution dispose en effet que le Président du Faso préside le Conseil supérieur de la défense. La promesse faite par le chef du gouvernement de tenir désormais les réunions de cette instance deux fois par mois, suite au choc émotionnel consécutif au drame de Toéni (décembre 2018), ne sera pas tenue. *Que nenni!* On notera aussi que le Forum national sur la sécurité d'octobre 2017 s'est réuni à l'instigation des partenaires étrangers du Burkina Faso et que cette initiative a été autorisée depuis le Président Michel KAFANDO dans un décret présidentiel de 2015. De même, ce n'est qu'en 2018 que le budget de la défense dépassera la barre des 2% du PIB.

Au niveau stratégique, le manque d'anticipation, de sens de l'urgence et de priorisation conduit toujours, fatalement, à la catastrophe stratégique. Cela se paye cher en vies humaines. Cela fait aussi mal au budget et nous prive d'investir dans le développement. Que dire d'autre ? Gouverner c'est prévoir. Gouverner c'est décider.

Cette panoplie de facteurs montre à quel point nous avons échoué collectivement à réfléchir sur le Burkina Faso et à promouvoir l'intérêt national. En cela, c'est une crise du sens, une crise des fonctions de l'Etat et une crise de légitimité. C'est aussi une crise de puissance. Au fond, elle renvoie à la question : que peut le Burkina Faso ? Dans un environnement stratégique régional et international, toujours plus incertain, volatile et hautement conflictuel, le peuple burkinabè est durement meurtri chez lui, résigné, et de plus en plus sans espoir devant le terrorisme et la grande criminalité qui se sont métastasées sur la carte du Burkina Faso.

Alors, il faut arrêter de dire que c'est le Président Roch KABORE qui est attaqué parce qu'il aurait dit non à des chefs terroristes ou parce que quelqu'un voudrait l'empêcher de gouverner le pays. C'est un argument fallacieux, cynique, qui fait le jeu des terroristes et se moque de la mémoire de nos martyrs. D'abord, les premières attaques sur le Burkina Faso ont commencé en 2015 avant même l'élection de Roch KABORE à la présidence du Faso. C'est précisément parce que Roch KABORE a été vu comme un président faible que les attaques sont montées rapidement crescendo. La preuve c'est qu'aujourd'hui, le Burkina Faso est au même niveau que le Mali en termes de victimes des attaques. Ensuite, Roch KABORE n'est ni président du Mali, du Niger, du Tchad, du Nigeria, de la Somalie ou du Mozambique, mais ces pays sont aussi attaqués. C'est bien la preuve que ce n'est pas la personne de Roch KABORE en soi que les terroristes visent et que les causes sont à rechercher ailleurs. De plus, ceux qui sont tués par les terroristes, ce sont des Burkinabè, donc ce sont eux qui sont attaqués et qui meurent et le Président Roch KABORE n'est pas capable de les protéger. Si c'est vraiment à cause de lui que des Burkinabè meurent tous les jours et des territoires sont perdus sans qu'il puisse les défendre, alors qu'il en tire des conséquences afin qu'on puisse sauver notre pays et des vies. Pourquoi d'ailleurs a-t-il reçu des chefs terroristes à Kossyam, alors que tout autre Burkinabè qui reçoit un terroriste se ferait arrêter ou stigmatiser ?

Au fond, cet argument sert à justifier et à excuser l'absence de résultats contre le terrorisme. Depuis qu'on nous chante cela, qu'est-ce que notre pays y a gagné ? La technique du Président KABORE, c'est la défausse. Ce n'est pas lui, ce sont les autres. Ça suffit, cela a coûté trop de vies.

Au total, le diagnostic que nous posons ici démontre que le désastre sécuritaire que vit le Burkina Faso est fondamentalement un problème de gouvernance et de leadership politiques, même si elle a des causes diverses. Alors, la solution au terrorisme, y compris dans son important aspect militaire d'élimination physique des terroristes, est fondamentalement politique. Cette vision irriguera, avec clarté, toute notre stratégie et nos opérations de contre-insurrection terroriste et de protection des Burkinabè sur le long terme.

Demain, ce que nous allons faire : bâtir une puissance sous-régionale

Nous agirons sur cinq (5) axes : leadership stratégique au sommet de l'Etat (1); architecture de la sécurité nationale (2) ; renforcement des capacités et réorganisation de nos FDS (3); mobilisation et résilience des Burkinabè (4); et coopération en matière de défense et de sécurité (5), afin de relever le défi sécuritaire, l'Etat burkinabè avec, et préparer le futur de la sécurité pour les générations à venir. L'histoire de la guerre contre le terrorisme va façonner la mémoire partagée de notre peuple pour les générations présentes et futures. Nous allons rassembler notre peuple avec notre armée et mener la guerre avec elle. Notre pays connaîtra une seconde naissance avec cette guerre. Nous n'abordons pas la guerre la peur au ventre, ni résignés comme cela l'a été jusque-là au niveau politique. Parce que nous aimons notre pays et notre armée, nous gagnerons.

Une armée est à l'image de son Etat. Une armée performante, c'est un ensemble de choses : c'est d'abord des compétences de bases, c'est ensuite une adaptation au théâtre d'engagement, du leadership sur les hommes, des rémunérations, des carrières, des mémoires. Notre armée sera ce que nous serons.

En plus des propositions qui suivent, nous mettrons en place un cadre de rencontre et un mécanisme pour un vrai diagnostic des problèmes à résoudre, à l'écoute des policiers, des militaires du rang, des officiers, et de toutes les autres parties prenantes civiles, ensemble et séparément. Cela permettra de recueillir leurs préoccupations et leurs suggestions pour des améliorations constantes de leur situation et de la sécurité nationale. Il sera possible à tout soldat et à tout officier d'alerter le bureau du Président du Faso via un canal direct protégé.

Axe 1: Leadership stratégique, vision et conduite de la sécurité nationale

L'unité, la paix et la sécurité du Burkina Faso doivent être préservées. Aucun devoir de l'Etat n'est plus important.

« La guerre ! C'est une chose trop grave pour la confier à des militaires. »

La sécurité nationale est la préservation du Faso dans son ensemble. Sa mission la plus élevée est la protection du Faso et des Burkinabè contre les attaques et autres dangers intérieurs et extérieurs. Nous ne mettons pas la sécurité de l'Etat au-dessus de celle du peuple burkinabè et de la République. Plutôt que d'être centrée sur l'Etat, notre approche de la sécurité se concentre sur le peuple. Nous entendons aussi mettre l'accent sur tous les secteurs de la sécurité : la sécurité

militaire, la sécurité politique, la sécurité économique, la sécurité sociale, et la sécurité environnementale.

Notre conviction est qu'il n'est pas possible de garantir la sécurité nationale sans la nourrir d'un travail intellectuel, y compris philosophique, qui permette de cerner toutes ses caractéristiques de façon sensible et cohérente au profit de l'intérêt national. Cela vaut aussi pour la guerre contre le terrorisme.

Le problème aujourd'hui: En dépit des efforts considérables et des sacrifices de nos FDS, l'horizon d'une paix durable est toujours éloigné. Notre pays n'aura pas la sécurité et la paix tant que la direction politique du pays ne réussira pas à produire une vision claire et mobiliser les Burkinabè autour de leurs problèmes quotidiens et contre leurs ennemis.

L'inaction politique, le mauvais diagnostic, l'absence de clarté stratégique, et le surplace causent la mort de Burkinabè chaque jour ou presque. Nous sommes dans l'enlisement et la « somalisation » de larges parties de notre territoire. De fait, l'Etat a perdu la souveraineté et le monopole de la violence sur près de la moitié du territoire nationale. De l'aveu même du Président de l'Assemblée nationale, près de la moitié des circonscriptions électorales sont en zones rouges. Aucune région du Burkina Faso n'est épargnée par le terrorisme, elles sont toutes en zones rouge ou orange, du Nord au Sud, d'Est en Ouest, en passant par le Centre. Voilà la réalité sécuritaire que le Président Roch KABORE lègue aux Burkinabè après 5 ans seulement à la tête du pays. En particulier, le Nord, l'Est et le Nord-Ouest du Burkina Faso subissent des attaques terroristes chaque jour, et la liste des victimes directes et indirectes continue de s'allonger.

L'exemple de la région de l'Est où l'insécurité revient en force après l'opération Otapuanu est là pour nous rappeler que le terrorisme s'est greffé. Il prend de nouvelles formes avec des assassinats ciblés, des viols, des enlèvements et des pillages.

Face au terrorisme, le régime KABORE n'a pas su fournir un leadership stratégique, laissant nos FDS sans une vision et une stratégie claire, de surcroît dépourvues de moyens capacitaires et opérationnels adéquats.

Soyons clairs, ceux qui prennent les armes contre le peuple burkinabè et ses FDS, qui qu'ils soient, seront traités comme nos ennemis et combattus avec la force armée. En même temps, aux sources du terrorisme il y a la confluence de toutes nos impossibilités nationales, ce qui en fait un problème éminemment politique.

Notre solution demain: Nous placerons le leadership politique et civil, et la démarche politique au cœur de la lutte anti-terroriste et de la reconstruction de la puissance nationale.

La clé du succès de la guerre asymétrique contre l'insurrection terroriste n'est pas la victoire sur le champ de bataille. Si vous tuez systématiquement les présumés terroristes, vous courez le

risque de vous mettre à dos plus de personnes. Pour réussir, il nous faut avoir des FDS en ordre de bataille et, surtout, toutes les populations clairement avec nous. **La guerre n'est pas une fin en soi, mais simplement une voie pour atteindre des objectifs politiques.**

Notre analyse insiste sur une évolution notable de l'évaluation de la menace terroriste et des remèdes à y apporter qui sont foncièrement politiques. Nous reconnaissons non seulement les soutiens politiques et la force militaire des organisations terroristes qui opèrent dans notre pays et dans notre sous-région, mais aussi leur rationalité, tout comme nos propres faiblesses.

Nous apportons une vision, une nouvelle façon de penser le Burkina Faso, ses menaces, ses défis et ses opportunités

Depuis que le terrorisme insurrectionnel s'est installé au Mali à partir de janvier 2012, il y a donc près de 9 ans, et singulièrement depuis la première attaque sur le territoire burkinabè contre le poste de Gendarmerie de Oursi le 23 août 2015, la menace terroriste est devenue une réalité pour le Burkina Faso. D'autres attaques sur le territoire burkinabè suivront courant 2015, dont celui de Samorogouan en octobre de cette même année. Depuis, la violence terroriste n'a cessé d'augmenter, faisant toujours plus de victimes.

Dès lors, vaincre l'insurrection terroriste doit être la priorité des priorités pour la sécurité nationale et le Burkina Faso. Chaque Président burkinabè doit être totalement dévoué à ce devoir. Ne pas faire cela, c'est faire montre de faiblesse et encourager nos ennemis à nous attaquer toujours plus. Cela doit être clair pour chaque Président dès même qu'il sollicite le vote des Burkinabè. Hélas, depuis 2016 les Burkinabè sont désarmés face à l'incapacité de leurs dirigeants à déployer une stratégie victorieuse contre l'insurrection terroriste, malgré de trop nombreuses déclarations. Avec l'aide des Burkinabè nous mettrons fin à cela en novembre 2020. Nous allons apporter le leadership politique et la stratégie nécessaires à la victoire.

Il y a une inertie et une impuissance qu'on tente de masquer au sommet de l'Etat et auxquelles nous sommes déterminés à mettre fin. Une armée, avec ses succès et ses échecs, est à l'image d'un pays, de la qualité de ses institutions et des hommes qui l'incarnent.

Selon notre Constitution, le gouvernement dispose des Forces de défense et de sécurité. Nous allons renforcer le leadership civil, la coordination civilo-FDS et sortir davantage du huis clos FDS dans le contre-terrorisme, par un renforcement du contrôle civil des FDS. La Constitution confère au Président du Faso le commandement suprême des FDS. Ce dernier exerce par l'entremise des ministres de la défense et de la sécurité la responsabilité du contrôle civil sur les questions de défense et de sécurité et détermine la direction politique de la défense et de la sécurité.

Le commandement des forces de défense et de sécurité sera exercé conformément aux instructions des ministres, sous l'autorité du Président du Faso. Les ministres doivent par conséquent avoir les capacités appropriées pour s'acquitter de leurs tâches, et positionner les

ministères de la Défense et des anciens combattants et de la Sécurité pour qu'ils accomplissent leurs missions sous la direction du Président du Faso et du Premier Ministre.

Nous allons concentrer et outiller les FDS pour la réalisation des objectifs stratégiques de sécurité nationale du Burkina Faso de façon combinée avec les autres instruments de pouvoir (diplomatie, économie, information). Zéphirin DIABRE mesure ici tout le sens de l'article 52 de notre Constitution, qui dit que le « Président du Faso est le chef suprême des Forces armées nationales ». Un nouveau leadership et une bonne stratégie sont nécessaires pour reconquérir les territoires perdus et vaincre le terrorisme. La clarté, la détermination, et la puissance seront les clés de la victoire. C'est ce que nous voulons apporter à notre armée et à notre peuple dans cette lutte aujourd'hui.

Le Burkina Faso a vocation à être une puissance militaire sous-régionale respectée

Nous donnerons un mandat clair et appuyé à nos FDS pour remplir les fonctions de protection et de défense des intérêts et des valeurs nationales, de la République, de sa souveraineté, de son intégrité territoriale, de son unité, de son indépendance, de ses libertés, des Burkinabè et de leur prospérité, de la loi et de l'ordre intérieur. Cela inclura aussi : le respect des obligations internationales du Burkina Faso, la préservation de la vie, de la santé, de l'environnement et des biens et services, la fourniture ou l'entretien de services essentiels aux populations ou à d'autres agences de l'État à des fins socio-économiques ou environnementales. Nous allons concentrer et outiller les forces de défense et de sécurité pour la réalisation des cinq (5) objectifs suivants:

Objectif 1: Défendre et protéger les Burkinabè et le Burkina Faso.

Objectif 2: Sauvegarder et renforcer l'unité nationale.

Objectif 3: Promouvoir la sécurité et la paix.

Objectif 4: Accélérer les actions de développement et de fourniture de services sociaux de base au profit de la communauté burkinabè selon les instructions reçues.

Objectif 5: Contribuer au renforcement de la démocratie au Burkina Faso et en Afrique.

Notre pays adoptera une nouvelle posture de sécurité nationale. Stratégiquement, le Burkina Faso a aujourd'hui une posture défensive et autocentrée. Pendant des années, nous avons regardé la menace terroriste installer l'instabilité politique et déstabiliser nos voisins. Nous avons été parfois complices. Même le Président KABORE a reçu des chefs de groupes armés à Kossyam. Nous avons espéré que le problème allait rester seulement chez nos voisins. Ce fut une faute stratégique.

Les intérêts de sécurité de nos alliés et de nos voisins sont nos intérêts de sécurité. La sécurité nationale ne s'arrêtera pas à nos frontières. Cela requiert une adaptation de nos capacités militaires et policières défensives et offensives.

Doctrine : nous allons asseoir une dissuasion cumulative

Le choc stratégique causé par l'insurrection terroriste nous oblige à adopter une culture stratégique adaptée au monde d'aujourd'hui.

Dans la lutte contre le terrorisme, les Burkinabè attendent des résultats concrets. En clair, ils veulent la destruction des capacités militaires des terroristes, la sécurisation de tout le territoire, et une véritable liberté politique pour l'Etat partout dans le pays. Et parce que la lutte contre le terrorisme est avant tout un problème politique, les résultats sur le front militaire, quels qu'ils soient, seront toujours éphémères s'ils ne s'inscrivent pas avant tout dans une doctrine efficace de lutte contre le terrorisme de type insurrectionnel ou de type crime organisé, qui intègre cette réalité du problème.

Il est impératif que la doctrine de lutte contre le terrorisme soit la plus adaptée possible au problème stratégique qui se pose à notre pays. Faute d'un alignement strict de toutes les organisations et de toutes les personnes de la chaîne de réponse politique et militaire sur une telle doctrine, nos victoires resteront éphémères, notre efficacité incertaine, et la guerre contre le terrorisme sans fin.

Parce que nous sommes un pays enclavé, et parce que nous sommes dans une guerre contre-insurrectionnelle anti-terroriste, nous manquons de profondeur stratégique. Ajouter à cela, le fardeau élevé d'opérations militaires longues et coûteuses dans un pays économiquement et socialement vulnérable, fait qu'il y a urgence à changer notre approche. **Et comme notre vision de la sécurité nationale et notre approche de la dissuasion s'appuieront fortement sur des FDS très professionnels et sur un large nombre de réservistes, notre doctrine de sécurité nationale devra s'adapter conséquemment et avec elle la formation de nos FDS, le matériel militaire et la conduite des opérations qui devraient rester orientées type-mission.** Elle devra se caractériser par la prévention, l'efficacité des services de renseignements, la rapidité et la puissance d'exécution, et l'exportation immédiate des combats en zones ennemies.

Reconnaissant l'extrême difficulté à détruire les GATs, **notre doctrine anti-terroriste postule un système de dissuasion qui tire ses racines dans les doctrines stratégiques traditionnelles de nos sociétés (pures traditions *Koglweogo* et *dozo*), selon une logique qui rassemble la trinité : peuple, armée, gouvernement.**

La doctrine de sécurité nationale que nous proposons pour notre pays est **le concept de « Bugum saga »**. Avec cette doctrine, nous entendons faire pleuvoir le feu sur ceux qui nous attaquent ou planifient de le faire. C'est notre concept de dissuasion cumulative, que nous appelons aussi **dissuasion totale**. C'est la mise en commun des ressources de la Nation et leur utilisation pour causer une force létale disproportionnée, mais responsable, au niveau opérationnel, afin de dissuader, repousser, ou anéantir l'ennemi de façon dynamique. L'ennemi doit comprendre que notre pays a tout ce qu'il faut pour lui nier la possibilité de nous causer de la peine. Et celui qui

s'attaque à notre pays devra subir l'utilisation disproportionnée de la force jusque dans ses derniers retranchements.

Avec nos experts militaires, nous discuterons cette doctrine plus en détails dès le premier mois de notre présidence.

Nos FDS doivent être capables de se projeter en territoire ennemie et en soutien opérationnel à nos alliés de sécurité pour mener des actions préventives et mettre en œuvre notre doctrine de dissuasion cumulative. En particulier, les capacités offensives doivent être développées de façon appropriée. Nos FDS seront renforcées en tant que forces équilibrées, adaptées à leur contexte- temps et espace, et flexible, employant des technologies adaptées aux opérations dans l'environnement sahélien.

Théorie de la victoire

On peut gagner une guerre sans gagner la victoire

Quand on est en guerre, il est essentiel d'avoir une théorie de la victoire. Dans son essence simple, la théorie de la victoire nous dit ce qui nous fera gagner la guerre : en l'occurrence, si nous réussissons à mobiliser (activement et passivement) tout le peuple burkinabè dans cette guerre, nous sommes sûrs de la gagner.

Nous devons dès à présent être très clairs sur ce que la victoire signifie pour nous, et sur ce qui nous fera gagner. Ce qui compte dans l'évaluation de la victoire, c'est la perception de la situation. Nos victoires tactiques ou opérationnelles sur le champ de bataille (*Otapuanu, Doofu, Restauration, etc.*) sont importantes et nécessaires, mais elles ne suffisent pas pour gagner la guerre. Au Viêtnam, les Etats-Unis ont remporté toutes les batailles tactiques et opérationnelles sans jamais gagner la guerre. La guerre est motivée par la politique, alors la victoire sera politique.

Aussi, nous voulons concentrer nos FDS sur ce qui est encore plus important, à savoir le résultat stratégique, celle qui nous assure une victoire permanente sur nos ennemies et qui apporte un règlement politique définitif à l'insurrection terroriste.

Objectifs stratégiques

Nous ne concevons pas de nous lancer dans la guerre anti-terroriste au Burkina Faso et dans le Sahel sans objectifs stratégiques clairs.

- 1- *Objectif stratégique immédiat* : **Détruire les Groupes Armées Terroristes et passer d'une situation de guerre à une situation de dissuasion.** Cela est le problème militaire principal à résoudre.

Les ennemis que nous combattons sont les organisations terroristes, les groupes mafieux et les narcotrafiants, *Ansarul Islam*, *Ansar Dine*, *Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans*, *Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI)*, *Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO)*, et tous ceux qui veulent résoudre des problèmes politiques en imposant la force armée, tout comme les criminels et les bandits de grands chemins qui s'engouffrent dans la brèche terroriste.

2- *Objectif stratégique à court-moyen terme* : **Restaurer la sécurité des populations de façon durable dans les territoires sous menace des Groupes Armées Terroristes.**

Pour nous, cela signifie la réalisation et le retour des services sociaux de base (santé, éducation, formation), des équipements collectifs (routes, ponts, marchés, plateaux de sport, centres culturels, etc.), des administrations publiques, des services de sécurité et de la justice, et des activités économiques viables (modernisation de l'élevage avec les populations locales, techniques modernes d'agriculture en milieu aride, industries).

3- *Objectif stratégique à moyen-long terme* : **Renforcer et consolider la légitimité de l'Etat**

Nous réaliserons cela par la croissance économique soutenue, la réduction de la pauvreté et des inégalités, et le renforcement de la démocratie et des droits civils sur les territoires (prioritairement dans les régions les plus touchées par le terrorisme, mais aussi sur tout le territoire).

Principes que nous suivrons dans la guerre contre le terrorisme insurrectionnel

La direction stratégique que nous imposerons à la lutte anti-terroriste repose elle aussi sur des principes très clairs :

Premier principe : Ne jamais agir d'une façon susceptible de créer la perception que les actions des FDS ou du gouvernement sont défavorables aux populations et courir le risque de perdre leur soutien, partout sur le territoire et pour tous les groupes ethniques.

Deuxième principe : Partout sur le territoire et pour tous les groupes ethniques protéger en priorité les leaders et les minorités actives au sein des communautés et préserver leur soutien.

Troisième principe : Aucune victoire sur les GATs ne sera viable tant que la supériorité des FDS sur le terrain militaire n'est pas évidente aux yeux des populations et tant que les GATs pourront exercer des pressions sur la population. Sans ces conditions, aucun programme de développement ou de normalisation en vue de contrer le terrorisme ne serait efficace.

Quatrième principe : A chaque étape de la lutte contre les GATs, nous devons engager des actions massives dans la durée et préserver les victoires d'étape.

De ces quatre principes, nous déploierons une stratégie précise sur la base de notre diagnostic. Les actions qui suivent créeront les conditions de la victoire. Si rien de grand n'est fait maintenant, si nous continuons à accuser les autres et à nous poser en victimes, les terroristes continueront de contrôler nos territoires, prélever un impôt, et tuer des Burkinabè pendant encore des décennies. Ce n'est pas ce que nous voulons.

Axe 2 : Architecture moderne de sécurité nationale

Le problème aujourd'hui : Le secteur de la défense et de la sécurité au Burkina Faso souffre d'un déficit organisationnel et de capacité décisionnelle au plus haut niveau stratégique. Alors que cela est un problème pressant, il aura fallu attendre les recommandations du Forum National sur la Sécurité (FNS) de fin 2017 et les deux dernières années de son mandat pour que le Président Roch Kaboré accède à la rédaction d'une politique de sécurité nationale. A moins de quatre (4) mois de la fin de son mandat, ce document n'avait toujours pas été adopté.

Aujourd'hui les cadres existant comme le Conseil National de Défense fonctionnent de façon sous-optimale et notre pays ne dispose pas de documents importants, comme par exemple la stratégie de sécurité nationale, à moins de quatre (4) mois de la fin du mandat du Président Roch Kaboré. Ce document, s'il arrive comme on nous l'annonce, le sera trop tard. De plus, un document comme le Plan stratégique pour le secteur de la défense souffre de problèmes d'appropriation politique au sommet de l'Etat. Nous l'adapterons sur la base des nouveaux objectifs que nous fixerons.

Alors, le Président du Faso n'a pas pu orienter de façon cohérente et efficace nos forces de défense et de sécurité dans leurs missions, en particulier dans leur réponse contre le terrorisme.

Notre solution demain : Nous élaborerons les documents de politique et mettrons en place les organisations nécessaires à la prise de décision en sécurité nationale et à la protection des Burkinabè. Notre plus haute priorité sera de défendre avec détermination la sûreté et la sécurité des Burkinabè. Afin d'assister efficacement le Président du Faso dans l'exécution de cette mission solennelle, et promouvoir les intérêts nationaux du Burkina Faso à l'intérieur et à l'extérieur, dans le cadre de la réorganisation en profondeur et de la mise à niveau de notre appareil de défense et de sécurité, nous procéderons à la mise en place d'un système complet pour le développement de la politique de sécurité nationale et la prise de décisions stratégiques.

Conseil de Sécurité Nationale et Conseil de Sécurité Intérieure

Nous mettrons en place un système complet de prise de décision en sécurité nationale. Cela va consister en la création d'un **Conseil de Sécurité Nationale intégré à la Présidence du Faso**, d'un **Conseil de Sécurité Intérieure intégré au Premier ministre**, de Comités (Sécurité Nationale, Sécurité Intérieure, Coordination, sous-comités, groupes de travail), et des postes de

Conseiller en Sécurité Nationale et de Conseiller en Sécurité Intérieure. Par conséquent, le Conseil de Défense et de Sécurité Nationale sous sa forme actuelle n'existera plus.

Le Conseil de Sécurité Intérieure se concentrera sur les problèmes d'ordre intérieur et de sécurité au quotidien, et le Conseil de Sécurité Nationale sur les problèmes de politique étrangère, de défense et de lutte contre le terrorisme. Ce sont là deux domaines de défis majeurs, à la fois similaires et différents, que nous voulons traquer de façon chirurgicale. Notre approche insiste sur le fait que la sécurité intérieure est suffisamment distincte de la sécurité nationale. Elle a un impact plus direct et plus important sur la sécurité au quotidien de sorte que le lieu choisi pour les arbitrages et les enjeux stratégiques de politique de sécurité intérieure doit être indépendant de celui de la sécurité nationale. Cela d'autant plus que la lutte contre le terrorisme crée un « angle mort » où les formes classiques de criminalité prospèrent et deviennent ingérables. Nous voulons garder une attention soutenue à la fois sur le front anti-terroriste et sur la sécurité au quotidien. Cette organisation permettra aussi une utilisation parcimonieuse et efficace des ressources humaines tout en assurant une synergie parfaite.

Les membres statutaires du Conseil de Sécurité Nationale seront le Président du Faso, le Premier ministre, le Ministre de la Défense, le Ministre de la sécurité, et le Ministre des affaires étrangères. Le Conseil connaîtra aussi la participation de membres non-statutaires ou de participants réguliers, par exemple : le Ministre de l'économie, le Ministre de la justice, le Ministre de l'énergie, le Ministre de la santé, le Chef d'état-major général des armées, le Ministre des transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière, le Directeur de l'Agence nationale du renseignement, le Conseiller en Sécurité Nationale, le Conseiller en Sécurité Intérieure, le Directeur général de la Police, et ainsi de suite.

Chaque matin, dès 6 heures, 7 jours sur 7, Zéphirin DIABRE Président tiendra son premier rendez-vous avec son Conseiller en sécurité nationale. Le Conseil de Sécurité Nationale tiendra une réunion statutaire chaque mardi sous la présidence du Président du Faso et se réunira encore autant de fois que nécessaire chaque semaine. Le Conseil de Sécurité Intérieure se tiendra chaque semaine sous la présidence du Premier Ministre et se réunira encore autant de fois que nécessaire chaque semaine.

Le Conseil de Sécurité Nationale et le Conseil de Sécurité Intérieure seront des agences dotées de bureaux et d'équipes permanentes. Tous les deux fonctionneront sous un modèle avec des principes précis que nous édicterons avec le Conseiller en Sécurité Nationale et développerons avec des générations de Burkinabè appelées à travailler pour la sécurité nationale. Ces règles seront partagées avec tous les membres de ces deux Conseils. **Elles permettront d'asseoir une véritable tradition de sécurité nationale au cœur de l'Etat au Burkina Faso.**

Politique de Sécurité Nationale

Une nouvelle politique de sécurité nationale sera nécessaire pour répondre à la vision que nous avons pour la sécurité nationale et la lutte contre le terrorisme. De plus, de l'avis d'experts, le nouveau président devra produire un nouveau document de politique de sécurité nationale afin d'apporter des améliorations et aiguiller efficacement l'utilisation de la force létale pour garantir la sécurité du Burkina Faso. Zéphirin DIABRE vas'y employer dès l'annonce de sa victoire et avant même son investiture officielle si les Burkinabè le veulent.

Nous poserons une nouvelle trajectoire stratégique de sécurité nationale qui permette de conduire notre pays vers une victoire rapide et définitive contre nos ennemis. Les FDS doivent conduire un processus de planification stratégique de sécurité nationale détaillé pour construire la trajectoire future en vue d'atteindre les objectifs identifiés. Ces étapes critiques sont proposées pour aider à cette planification, en tant que lignes directrices initiales :une action immédiate est requise pour,*premièrement*, mettre un arrêt à tous les domaines (matériels et immatériels) de manques et de déclin critiques et poser de solides fondations ;*deuxièmement*, soutenir par la force armée les objectifs politiques de la contre-insurrection terroriste ; et *troisièmement*, développer une capacité de sécurité nationale durable et adaptée aux menaces et aux défis, au statut sous-régional et africain, et à la posture stratégique du Burkina Faso.

Dans la première étape, Zéphirin DIABRE Président ira immédiatement à l'écoute des FDS, au plus près du terrain, de l'officier supérieur comme du soldat de rang, afin d'entendre directement et répondre à leurs attentes.

Ainsi, nous mettrons fin aux problèmes de capacités critiques et de motivations des femmes et hommes des FDS grâce à des interventions immédiates et dirigées. Ensuite, nous réorganiserons, rééquilibrerons et renforcerons les capacités des FDS à répondre à la guerre terroriste actuelle et aux menaces émergentes de façon durable.

Revue de Sécurité Nationale

Dès la formation du premier gouvernement, Zéphirin DIABRE commandera une Revue de Sécurité Nationale afin de présenter plus en détail sa vision de notre sécurité nationale et servir de base à la prochaine loi de programmation de sécurité nationale(intégrant loi de programmation militaire et besoins de sécurité nationale au sens large). Cette Revue sera l'occasion d'un examen approfondie de notre sécurité nationale dans le cadre du processus global par lequel le gouvernement du Burkina Faso décidera de sa politique de sécurité nationale globale et des besoins capacitaires nécessaires à la réalisation de nos objectifs de sécurité nationale. Un tel examen rigoureux et minutieux s'impose dans le contexte de changements fondamentaux rapides dans l'environnement stratégique du Burkina Faso, en particulier de la guerre terroriste à laquelle le Burkina Faso est confronté.

Le Ministre de la Défense et des anciens combattants, en tandem avec le Ministère de la sécurité, constituera un Comité de revue de la sécurité nationale chargé d'évaluer de manière critique la

politique de défense du Burkina Faso. Nos FDS seront préparées pour le maintien de la sécurité nationale du Burkina Faso, l'approfondissement de la démocratie au Burkina Faso et en Afrique. Cette Revue de sécurité nationale fera un diagnostic des fonctions actuelles et analysera le rôle stratégique joué par les FDS. Elle affinera ainsi les principes directeurs qui guideront les FDS au cours des prochaines années. Elle n'envisagera pas la défense et la sécurité dans un sens traditionnel de défense de la souveraineté nationale et de maintien de la loi et de l'ordre, mais plutôt dans la perspective d'un Etat missionnaire du développement.

Ce document de politique publique sera diffusé auprès de l'Assemblée Nationale et servira de guide pour fixer les moyens matériels et humains. La Revue présentera les grandes orientations, objectifs et justifications généraux de la politique de sécurité nationale à long terme et la stratégie de sécurité nationale que le Burkina Faso devra poursuivre au cours des prochaines périodes. Le document sera disponible au public burkinabè, parce qu'il participera aux consultations publiques qui auront lieu dans tout le pays au cours de sa rédaction. Plus tard, la Revue de sécurité nationale aboutira aussi à la publication d'un Livre Blanc sur la sécurité nationale, plus long à élaborer, mais plus ambitieux et plus complet, notamment sur les questions capacitaires.

Stratégie de Sécurité Nationale

Alors que c'est seulement à moins trois (3) mois de l'élection présidentielle de novembre 2020 que les Burkinabè entendent dire qu'une stratégie de sécurité nationale serait en cours de rédaction, nous en ferons une priorité pour guider l'efficacité de l'action gouvernementale et des FDS dès notre premier jour à Kossyam et dans le cadre de l'élaboration de la revue de sécurité nationale.

La stratégie de sécurité nationale de notre gouvernement veillera à ce que nos FDS et toutes les agences gouvernementales soient prêtes à répondre à toutes les menaces et à toutes les situations de crise qui affectent les intérêts du Burkina Faso et qui nécessitent le recours à la force militaire, à des opérations de police, ou à la gestion de crise en matière sanitaire, sociale, environnementale, économique, ou technologique. Cette stratégie reposera sur trois intérêts stratégiques de sécurité nationale qui sont d'une importance fondamentale pour la planification stratégique de sécurité nationale. Afin d'offrir des orientations plus spécifiques sur la planification, chaque intérêt stratégique de sécurité nationale sera rattaché à un objectif stratégique de sécurité nationale qui définit les activités que le gouvernement voudra voir nos FDS, ou les autres agences gouvernementales, conduire s'il décide d'employer la force militaire ou les autres instruments de pouvoir, à l'appui des intérêts stratégiques de sécurité nationale du Burkina Faso.

Le premier des intérêts stratégiques de sécurité nationale est un Burkina Faso intégral dans son territoire, des Burkinabè en sécurité et résilients, avec la sécurité de la circulation des personnes

et des biens partout sur le territoire ; le deuxième des intérêts est la sécurité dans le Sahel et dans nos pays voisins, en particulier au Mali et au Niger. Le troisième de nos intérêts stratégiques de sécurité nationale est la sécurité et la stabilité au sein de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (en particulier la défaite de BokoHaram) et au sein de l'Union Africaine. La quatrième de nos intérêts est la sécurité dans le monde, en particulier celle de nos alliés de sécurité nationale.

Livre Blanc sur la sécurité nationale

S'il y a une autre importante leçon que nous apprenons dans la douleur de nos difficultés actuelles à vaincre la menace terroriste et à défendre notre autonomie stratégique, c'est que le manque d'anticipation et l'impréparation sur le plan capacitaire sont très lents à être rattrapés et se paient chers. Aussi, le ministère de la Défense et des Anciens Combattants et le ministère de la Sécurité vont élaborer un Livre Blanc sur la Sécurité Nationale dans des délais favorables et à la suite de la revue de sécurité nationale qu'il poursuivra et complétera. Ce Livre Blanc va expliquer comment le gouvernement investit dans les capacités de défense et de sécurité nationale du Burkina Faso pour renforcer la sécurité du Burkina Faso dans la lutte anti-terroriste et dans l'environnement stratégique plus complexe et incertain dans lequel le Burkina Faso évoluera dans les prochaines années. Bien entendu, ce Livre Blanc prendra en compte et corrigera, si nécessaire, les programmes d'achat déjà lancés.

Loi de Programmation de sécurité nationale

Une prochaine Loi de programmation de la sécurité nationale (une sorte de LPM plus) viendra matérialiser les orientations que Zéphirin DIABRE donnera dans la Revue de sécurité nationale. Cette Loi de programmation de la sécurité nationale fournira le cadre financier et la lisibilité pour le développement des capacités stratégiques et opérationnelles de nos forces de défense et de sécurité en particulier, et d'une manière générale, de toutes les agences gouvernementales concernées par la sécurité nationale. Cela consistera en une adaptation de la Loi de programmation militaire de 2019 afin de prendre en compte nos nouvelles orientations au regard notamment de la révision de notre stratégie et de nos opérations afin d'éliminer le terrorisme mafieux et prétendument islamiste de notre territoire et de la sous-région. En particulier, les efforts exceptionnels dans le recrutement pour l'armée d'active et le corps des réservistes, et dans l'acquisition du matériel, commandent une révision de la Loi de programmation militaire. Cela permettra aussi de mieux tenir compte d'autres défis qui vont persister comme les risques d'épidémies, ou de phénomènes climatiques extrêmes comme les sécheresses, les inondations, ou

encore les famines. A cela il faut ajouter les risques industriels, la sécurité énergétique, le crime organisé, le narcotrafic, et les cyber-menaces.

Collège National de Défense

Par décret présidentiel, nous créerons un Collège National de Défense pour former de futurs leaders burkinabè à la stratégie et à la sécurité nationale. La mission de cette école sera de préparer les futurs décideurs stratégiques à l'analyse stratégique et à la sécurité nationale, et à mobiliser, coordonner et employer les ressources du Burkina Faso pour défendre l'intérêt national. Les candidats à cette école, civils (en majorité) et militaires seront recrutés dans tous les ministères et agences gouvernementales et dans le secteur privé. Ce collège sera placé sous la direction stratégique du Président du Faso, du Ministère de la défense et des anciens combattants et sous l'autorité directe de l'état-major général des armées.

Centre National d'Etudes Stratégiques(CNES)

Nous consoliderons la mise en place du Centre National d'Etudes Stratégiques créé par l'Etat burkinabè en 2017 et qui n'est pas toujours en état de plein fonctionnement à la fin de 2020.

Centre d'Etudes Stratégiques en Défense et Sécurité (CESDS)

Nous faciliterons le fonctionnement effectif et l'indépendance du Centre d'Etudes Stratégiques en Défense et Sécurité (CESDS) créé en 2016 par des Burkinabè.

Centre et stratégie de lutte contre l'extrémisme et la radicalisation

Nous élaborerons une stratégie et établirons un centre de lutte contre l'extrémisme et la radicalisation conformément aux recommandations du Forum national sur la sécurité. Ce centre s'appuiera sur une expérience et une expertise uniques dans la lutte contre l'extrémisme violent sur toutes ces formes à travers le dialogue, la communication, la capacitation, la recherche et la production d'analyses.

Axe 3 : Renforcement et réorganisation des Forces de défense et de sécurité

Nous ferons l'aggiornamento des Forces de défense et de sécurité.

Nous allons couper la tête des serpents et asphyxier les serpenteaux. Nous rappelons ici que nos hautes cibles sont les leaders et les commanditaires des GATs, qu'ils soient acteurs non-

étatiques ou étatiques. Et aucun d'eux, ni aucune base, base-arrière, ou sanctuaire terroriste, où qu'il se trouve, que ce soit en territoire burkinabè ou à l'étranger, ne sera épargné conformément à la nouvelle doctrine de sécurité nationale et de lutte anti-terroriste. **Le Burkina Faso qui doute, c'est fini !**

Dans le domaine de la mobilisation de la ressource humaine de la force armée, notre stratégie apporte deux grandes évolutions majeures : des forces spéciales hégémoniques et un corps massif de réservistes.

Le problème aujourd'hui: Notre capacité à coordonner notre stratégie et nos actions, et à réagir avec agilité aux attaques terroristes est perfectible. Nous ne pouvons pas faire l'économie d'un travail soutenu en matière d'équipement, de savoir-faire tactique individuel et collectif, et d'organisation de la chaîne opérationnelle.

Notre solution demain : Nous renforcerons le commandement et le contrôle conjoints. Les FDS seront équipées correctement et de façon adaptée, dotée de ressources et d'une formation polyvalente pour exécuter des opérations réussies de contre-terrorisme et dans tout l'éventail des conflits potentiels.

Commandement central et coordination

Le Burkina Faso a besoin de renforcer sa capacité de commandement et de contrôle conjoints pour assurer efficacement une action conjointe dans les domaines terrestre, aérien, amphibie, et de l'information, capable de s'intégrer avec des composantes inter-agences, interministérielles et multinationales pour créer une synergie.

Nous créerons le **Commandement Central du Burkina Faso (COMCENT)**. La fonction du COMCENT sera d'assurer le commandement et le contrôle interarmées dans la planification et la conduite des opérations de sécurité nationale et anti-terroristes 24H/24 et 7J/7.

Cela va contribuer à nous rendre tactiquement, opérationnellement et stratégiquement supérieurs.

En effet, aujourd'hui la coordination est insuffisante au niveau de nos FDS (armées, police, douane, eaux et forêts) en amont, au niveau de la planification et de la décision stratégique, comme en aval, aux niveaux opérationnel et tactique. Par exemple, malgré le renseignement disponible sur l'imminence d'attaques terroristes, nous n'avons pas toujours été capables de les prévenir. De plus, quand nous avons été attaqués, nos renforts sont souvent arrivés beaucoup trop tard même quand il était possible de faire mieux.

Le Chef d'état-major général des armées, le Directeur général de la Police et le Commandant de la Gendarmerie assureront le commandement des opérations militaires et des opérations de

police sous l'autorité directe du Président du Faso. Tous pourront siéger au Conseil de Sécurité Nationale en tant que membres non-statutaires ou participants.

Sous le leadership du Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, et en étroite liaison avec le Conseiller en sécurité nationale, le Chef d'état-major général des armées assurera le commandement des forces de défenses, de leurs services et directions, et donc de leur fonctionnement et de leur préparation opérationnelle. De la même manière, le ministre de la sécurité assurera le leadership civil nécessaire sur le Directeur général de la police et indirectement sur les femmes et les hommes placés sous le commandement de ce dernier.

Le commandement et le contrôle interarmées et inter-forces de sécurité reposent sur une capacité complète de connaissance de la situation grâce à des informations intégrées acquises par le renseignement humain local et des capteurs statiques et mobiles, par la liaison avec les forces et gouvernements alliés, pour une prise de décision améliorée en sécurité nationale. Nous devons assurer cela aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique.

Doter le Burkina Faso d'un service de renseignement dense, adapté et efficace

Nous saluons le travail et le dévouement de tous les agents de renseignement qui font un travail difficile dans le silence et qui n'est pas toujours reconnu.

Aujourd'hui, les groupes terroristes ont la maîtrise du terrain et du renseignement humain. Cela leur permet de nous tendre des embuscades mortelles et d'échapper à nos opérations de riposte.

Nous soutiendrons le renforcement et l'efficacité du renseignement burkinabè. Notre sécurité et notre autonomie stratégique et opérationnelle reposent largement sur la qualité de nos services de renseignements.

La clé du succès et de l'efficacité du renseignement repose avant tout sur une parfaite maîtrise du cycle du renseignement, entendu comme les interactions itératives de collecte et d'analyse entre les agents du renseignement (producteurs de renseignements) et les décideurs (consommateurs). Depuis l'étape de planification et orientation, jusqu'à l'étape finale de responsabilité, en passant par les étapes de collecte, traitement, analyse, et diffusion, nous apporterons tout le soutien de l'Etat aux femmes et aux hommes qui travaillent dans l'ombre pour protéger les Burkinabè. Nous serons aussi exigeants. Par exemple, une cause majeure mais souvent négligée dans l'efficacité de nos services de renseignement est liée au fait que **bien souvent la première étape de planification et orientation est négligée, voire ignorée par les décideurs politiques.** Sur le plan stratégique, cela cause une navigation à vue et déresponsabilise le Président du Faso et les ministres. Les Burkinabè sont de plus en plus exigeants et voudront une réponse à la question : qui est responsable quand le Burkina Faso est attaqué à cause d'un problème de collecte ou d'utilisation du renseignement ?

Nous allons véritablement responsabiliser le Conseil National du Renseignement. Nous donnerons une direction claire et des objectifs précis aux services de renseignement. Sinon dès le départ, nous mettons nos services en échec.

Nous engagerons la révision du Plan national d'orientation du renseignement, et réexaminerons les activités et le fonctionnement effectif de l'Agence National de Renseignement (ANR) et des services de l'armée, de la gendarmerie, de la police, et des autres acteurs du renseignement au Burkina Faso.

Nous renforcerons les capacités et le rôle de coordination de l'Agence National de Renseignement (ANR). Nous adapterons le cadre juridique du renseignement afin d'établir un équilibre adéquat et adapté entre protection des droits des citoyens et besoins de sécurité nationale.

Nous réorganiserons les services de renseignements en profondeur pour produire un maillage complet du champ et les rendre opérationnels dans la mobilisation effective de toutes les formes de renseignements.

Trois grandes directions du renseignement

Nous voulons créer trois grandes directions du renseignement avec des moyens renforcés: une *première direction* pour la lutte anti-terroriste, les opérations spéciales et le renseignement extérieur, directement rattaché au Président du Faso ; une *deuxième direction* pour la sécurité intérieure ; et une *troisième direction* pour sécurité militaire.

Nous sommes décidés à soutenir nos services pour le développement de nos compétences pour un large ensemble de renseignements humains et techniques, incluant le renseignement *Open Source*, le renseignement humain, le renseignement des signaux, le renseignement d'imagerie, le renseignement de mesure et de signature, etc. Nous mettrons en place un corps d'analystes professionnels.

Dans le renforcement des capacités, tout comme dans le travail au quotidien, nous allons donner la priorité au renseignement humain et de terrain. **Nous voulons un service de renseignement de terrain, partout dans le pays et sur tous les sites où des risques ou des opportunités existent pour la collecte de données pour nos besoins stratégique et tactique. Nous allons recruter et former massivement dans ce domaine.**

Nous mettrons en place des agents de renseignement au plus près du terrain dans toutes les administrations et dans tous les lieux présentant un intérêt en matière de sécurité nationale et de politique étrangère. Cela veut dire dans presque toutes les administrations. Ce doit être des fonctionnaires de terrain, de la réalité, et du contact humain partout sur le territoire, de jour comme de nuit. Dans chaque administration (par exemple le Ministère de l'éducation, le Ministère de la santé, le Ministère des transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière,

etc.), un bureau de liaison sera chargé de la coordination avec tous les agents au plus près du terrain et de la liaison avec l'ANR.

Dans le domaine du renseignement humain de terrain, nous accorderons une grande priorité à la préparation et à la sensibilisation linguistique et culturelle dans la communauté du renseignement pour faciliter la collecte et l'analyse des données.

Renforcer la formation, l'entraînement et les capacités matérielles de nos FDS

Notre conception de la force armée dans notre environnement stratégique repose sur un équilibre capacitaire qui épouse les concepts stratégiques des opérations de réaction rapide pour les interventions, des opérations expéditionnaires pour projeter des forces pendant de longues périodes, des combats extrêmes avec des ennemis aguerris sur des terrains complexes, l'interopérabilité des capacités de commandement et de contrôle, et la simultanéité des opérations interarmées sur plusieurs théâtres d'opération.

Nous devons rendre nos capacités de défense plus robustes et flexibles, avec des FDS mieux formées et surentraînées. Les capacités doivent être renforcées dans le sens de pouvoir projeter et soutenir des opérations conjointes terrestres, aériennes, et amphibie, sur de longues distances et sur longue période dans le Sahel et dans le reste de l'Afrique. Les attributs opérationnels militaires de: commandement et contrôle; mouvement et manœuvre; puissance de feu; intelligence; protection et capacité de survie; et soutien logistique doivent être intégrés à toutes les capacités.

Au cœur de notre stratégie : renforcement des unités de forces spéciales et de la capacité d'opérations spéciales

« Quand c'est dur, les durs continuent d'avancer. »

Mourir tout de suite est égal à mourir dans 100 ans.

Celui qui ne veut pas mourir n'entre pas ici.

Nous allons accroître de façon massive le nombre, la taille, la puissance, et la place des unités de forces spéciales au sein de nos FDS. Elles seront posées comme une force polyvalente pour protéger et faire avancer la sécurité nationale au Burkina Faso et en Afrique de façon durable.

Nous regrouperons toutes les unités des forces spéciales de l'armée burkinabè sous le **Commandement des opérations spéciales (COMOS)** que nous créerons dès 2021.

L'environnement de sécurité déstabilisé et complexe du Burkina Faso commande un recourt croissant à l'emploi de forces spéciales dans les opérations de défense et de sécurité. Cela nous oblige à opérer un redimensionnement de la capacité actuelle de nos forces spéciales dans les domaines opérationnels terrestres, aériens et amphibies (les cours d'eau ou la mer ne doivent pas être des barrières infranchissables pour nos FDS au risque de freiner nos actions et notre efficacité). Les capacités des forces spéciales doivent être adaptées: à la reconnaissance stratégique; aux tâches spéciales stratégiques; à la reconnaissance approfondie en appui aux opérations de combat; et l'exécution d'opérations propres aux forces spéciales, par exemple la libération d'otages, l'élimination de cibles, ou des opérations antiterroristes dans les montagnes de l'Adrar des Ifoghas et sur n'importe quel territoire ennemi de façon autonome.

Nos forces spéciales développeront en leur sein une capacité d'opérations spéciales afin d'être en mesure de mener des opérations d'assaut aéroportées, avec une forte puissance de feu, une protection et des manœuvres déployables au sol, en air et en eau. Nous développerons la capacité des forces spéciales pour l'insertion, le soutien et l'extraction de la force.

Au centre de ces évolutions, il y aura la création d'une Brigade d'Intervention Rapide (BIR) de 7000 hommes. Elle sera placée sous un commandement à préciser. Par cette création, nous entendons doter le Burkina Faso d'une brigade militaire surentraînée, surpuissante, surdéterminée, sur-disciplinée, et républicaine. Elle sera constituée d'unités d'élite agiles dont la première mission sera d'être au cœur de notre stratégie de dissuasion : dissuader quiconque veut se frotter au territoire et aux citoyens du Burkina Faso.

Le recrutement et la qualification suivront une approche constructiviste rigoriste pour produire des militaires d'exception. L'effectif viendra des éléments les plus aguerris de nos forces actuelles et de nouvelles recrues sur des exigences extrêmes.

Nous allons leur donner des munitions à « manger » à volonté, tous les jours dans le cadre d'entraînements intensifs et permanents. Il n'y aura pas de place pour la routine ni la corrosion des forces. Une fois que notre territoire sera libéré, ils seront envoyés, non pas en opérations de maintien de la paix dans une posture passive, mais sur tous les théâtres chauds en Afrique pour défendre nos pays frères en proie au terrorisme. Cela parce que nous croyons que tous les Etats doivent être activement solidaires dans la lutte anti-terroriste. Ce sera aussi une façon de les maintenir en état d'aguerrissement permanent.

A mesure que la BIR et le nombre des réservistes va monter en puissance, nous procéderons à des ajustements et à un rééquilibrage de l'effectif total de notre armée active à environ 15000 hommes, en arrêtant de remplacer les départs à la retraite.

Force de combat moyen

L'essentiel de la capacité de défense du Burkina Faso doit être configurée et maintenue sous la forme d'une force de combat moyen à plusieurs rôles, projetable, dotée d'une puissance de feu,

d'une manœuvre et d'une protection améliorées, ce qui la rend adaptée à toute une gamme de contingences.

Nous renforcerons l'autonomie de la force de combat moyen, avec des armures, des moyens aériens, de l'artillerie, du génie, des communications, du renseignement, de la logistique (restauration, maintenance et ravitaillement efficaces), du soutien médical et d'autres besoins. Cette capacité moyenne maintiendra des capacités de combat lourd.

Nous allons travailler avec tout le monde pour améliorer le leadership et la relation de travail au sein de nos FDS. Nous prendrons en main les problèmes de commandement sur le terrain là où il y a des problèmes dans la relation de travail et dans la confiance entre les soldats et la hiérarchie. Nous voulons travailler avec tout le monde pour rétablir une excellente éthique de travail et la confiance à tous les niveaux au sein des FDS. Il faut que la confiance soit rétablie ! Cela passera aussi par une meilleure prise en compte de cette question, pendant la formation, les entraînements et l'organisation de la vie des troupes.

Aujourd'hui, les menaces contre notre sécurité et notre indépendance prennent aussi la forme de la guerre de l'information. Le Burkina Faso a besoin de réduire ses vulnérabilités contre les menaces cyber, en développant, entre autres, sa capacité générale de sécurisation des réseaux vitaux civils et militaires et de guerre de l'information, intégrée dans ses systèmes d'information liés au renseignement aux niveaux international, national et militaire.

Priorités pour le renforcement de la capacité matérielle de sécurité nationale

Nous financerons en priorité la préservation des **capacités de sécurité nationale conventionnelles à risque extrême.**

Nous réapprovisionnerons les parcs d'armes et de véhicules, l'artillerie de précision, des véhicules connexes et des ambulances de campagne, les stocks de munitions, des pièces de rechange et les réserves générales à des niveaux soutenables pour des opérations de combat efficaces et la conduite d'entraînements réguliers.

Nous continuerons à adapter et faire monter en puissance les moyens aériens, la flotte d'hélicoptères de combat lents, les drones d'observation, les drones armés, la capacité de transport aérien moyen et léger, de combat de nuit, et d'ambulance aérienne militaire.

Nous procéderons au renouvellement et à la mise à niveau du matériel d'appui sur le terrain, la purification de l'eau, la cuisine de campagne, l'hébergement sur le terrain, et les hôpitaux de campagne. A ce niveau, le Bataillon de santé, le Bataillon du matériel et du train, le Bataillon des transmissions stratégiques, le Bataillon du génie militaire, et la Brigade Nationale des Sapeurs-Pompiers (BNSP) recevront notre accompagnement effectif. La BNSP sera renforcée tant dans ses missions de protection civile que comme partie intégrante des forces armées en opérations de guerre.

Nous insisterons sur l'accroissement de la capacité d'intervention rapide conjointe pour les opérations spéciales avec des forces d'assaut aéroportées, aériennes et de l'équipement associé de jour comme de nuit.

En matière de combat de nuit, nous devons reprendre l'initiative, construire urgemment des instruments de supériorité et nier à l'ennemi toute domination tactique. En effet, les opérations nocturnes sont une caractéristique importante de la guerre asymétrique que nous livrent les GATs. La plupart des attaques des positions et des pertes humaines importantes subies par nos FDS sont intervenues la nuit. Il n'y a pas de différence fondamentale entre les attaques de jour et celles nocturnes, à ceci près que les facteurs sensés apporter une supériorité opérationnelle sont négativement affectés par la faible visibilité, amplifiant ainsi l'effet de surprise. Il s'agit notamment de la compréhension de la situation de combat, de la coopération entre combattants, de l'agilité dans la manœuvre, de l'endurance, de la force morale, et de la capacité à commander efficacement. Alors, nous devons maintenir une vigilance et une capacité d'adaptation permanentes pour ce type de combats. Nous accordons une attention particulière à ce problème et soutiendrons le commandement des FDS pour minimiser cette altération de nos capacités opérationnelles la nuit. En particulier, nous insisterons sur la mise en place d'un entraînement adapté de nos forces pour les combats de nuit dans toutes les configurations géographiques pertinentes, sur notre capacité de renseignement géographique, et nos **moyens matériels technologiques pour combattre et se protéger la nuit**. Finalement, le combat de nuit offre des opportunités que nous devons aussi exploiter davantage.

La Gendarmerie Nationale en qualité de «troisième armée »

Nous sommes attachés à la fois au statut militaire de la Gendarmerie Nationale et à sa vocation première d'exercer une mission de police sur le territoire pour des raisons de sécurité nationale. C'est pour cela que nous ne sommes pas pour une fusion de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale en une organisation unique de police chargée de la sécurité publique. **Nous allons même poser la Gendarmerie Nationale en qualité de «troisième armée », aux côtés de l'armée de terre, et de l'armée de l'air, sur le modèle des Carabiniers en Italie.** Elle continuera de remplir des missions militaires et de garder un statut spécifique au sein des armées compte tenu de la nature particulière de ses missions (militaire et police), tout en restant sous l'autorité du Ministère de la Sécurité.

Nous réaliserons les objectifs de capacitation opérationnelle et matérielle recherchés par une éventuelle fusion en apportant des ajustements en profondeur dans l'articulation de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale sur les plans budgétaire, organique et opérationnel. Le maintien et le renforcement du placement de la Gendarmerie Nationale sous l'autorité hiérarchique du Ministère de la Sécurité facilitera la coordination des forces chargées d'une mission de police. Nous renforcerons le positionnement et les capacités de la Gendarmerie Nationale dans la spécialité interventions particulièrement difficiles.

Nous développerons davantage cette coordination sur les plans de la planification stratégique et opérationnelle par la mise sur pied d'un **centre de commandement intégré** au sein du Ministère de la Sécurité pour la Police Nationale et la Gendarmerie Nationale pour une grande efficacité dans leurs missions de sécurité publique, de police judiciaire, de maintien de l'ordre, et d'opérations contre toutes formes de criminalité, le grand banditisme et le terrorisme.

Nous renforcerons les liens entre d'une part la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale, et d'autre part les autorités judiciaires et le ministère de la Justice, pour assurer l'efficacité de la police judiciaire.

Une meilleure intégration de la police et de la gendarmerie permettra de faire monter nos forces de police et l'appareil sécuritaire en puissance, en efficacité et en légitimité. Elle permettra la réalisation efficace de la restructuration et de la réorganisation du maillage des forces de police sur le territoire.

Alors que la vocation originelle de la Gendarmerie Nationale est d'opérer en zone rurale, et celle de la Police Nationale est d'opérer en zone urbaine, sur le terrain c'est une réalité différente qui est observée avec une Gendarmerie devenue « urbaine » et une police sollicitée dans les zones rurales. Nous apporterons une réponse adaptée à ces dynamiques que nous observons afin de garantir une occupation efficace de l'espace. Nous voulons assurer les synergies sur les plans capacitaires et opérationnels. La répartition des policiers et gendarmes sur le territoire, et la cartographie des postes de police et des brigades de gendarmerie seront harmonisées et mises à niveau sur la base des données de terrain.

Une Police Nationale plus forte, et plus proche du terrain et des Burkinabè

Nous voulons un maillage policier efficace du territoire par la Police Nationale et la Gendarmerie Nationale qui doivent être plus complémentaires. Cela veut dire que partout sur le territoire elles doivent travailler systématiquement de façon coordonnée.

Ces dernières années, le taux de maillage du territoire en service de police et de gendarmerie n'a guère progressé. Il était passé de 60% en 2016 à seulement environ 61 en 2017, avant de reculer avec la progression du terrorisme sur le terrain.

Sur nos 350 départements, moins d'un sur quatre possède un service de sécurité (police ou gendarmerie) et environ 40% de nos communes n'en possèdent pas. Les données disponibles suggèrent aussi que le ratio est d'environ 1/750 pour ce qui est du nombre d'agents de sécurité par habitant au Burkina Faso, contre une norme internationale de 1/400.

Nous voulons une présence effective et efficace de la police dans chaque commune rurale et dans chaque quartier urbain pour garantir la sécurité, la sûreté et la quiétude de notre communauté. Une attention particulière sera donnée à la lutte contre la circulation des armes et des drogues.

Nous assurerons l'augmentation des effectifs, des moyens, de la formation et de l'entraînement de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale, en matière d'intervention, d'investigation et de prévention des crimes. Dans le domaine de la formation, nous renforcerons les capacités de formation développerons de nouveaux axes avec de nouveaux partenaires dont les Carabiniers en Italie en matière de contre-terrorisme et de crime organisé. Nous accroîtrons le nombre et le niveau des écoles de formation et des centres d'entraînement pour la Police afin de pouvoir répondre à la demande.

Pour assurer la sécurité quotidienne de notre communauté nationale, nous mettrons aussi en place les actions ci-dessous, au plus près du terrain, pour réduire la criminalité et les accidents de la circulation et protéger les Burkinabè:

Action 1: Dédier une équipe de police en nombre suffisant à chaque commune et à chaque quartier.

Action 2: Veiller à la sécurité des Burkinabè et de leurs biens de jour comme de nuit par la mise en place de dispositifs pour la traque des bandits. Nous ne voulons pas que la sécurité se privatise davantage et devienne définitivement une affaire de riches.

Action 3: Traquer et identifier les trafiquants et les consommateurs de drogues et autres produits illicites, et les cybercriminels. Nous apporterons un soutien appuyé à l'Unité antidrogue (UAD) et à la Brigade centrale de lutte contre la cybercriminalité (BCLCC) de la Police Nationale.

Action 4: Mettre en place des statistiques avancées sur le trafic routier et les accidents de la circulation.

Action 5: Développer des transports en communs sûrs et qui participent à la sécurité routière et à la protection de l'environnement.

Action 6: Limiter la vitesse maximale sur les routes nationales et départementales sans séparateur central à 80 km/h, puis sensibiliser et faire respecter la mesure.

Action 7: Limiter la vitesse maximale sur toutes catégories de routes dans les centres urbains à un niveau situé dans l'intervalle 20 à 80 km/h, puis sensibiliser et faire respecter la mesure.

Action 8: Eliminer les ralentisseurs (dos d'âne) particulièrement dangereux et renforcer la signalisation de leur présence.

Action 9: Renforcer les contrôles d'alcoolémie dans la circulation et appliquer des sanctions dissuasives.

Action 10: Renforcer l'efficacité des campagnes de sensibilisation sur la sécurité routière.

Action 11: Moderniser et rationaliser le contrôle technique des véhicules automobiles.

Action 12: Rétablir la crédibilité du permis de conduire burkinabè et renforcer les contrôles.

Action 13: Mettre en place un système transparent, intègre, simple et efficace qui garantisse la satisfaction du client pour l'examen du permis de conduire.

Action 14: Renforcer les moyens de l'Office National de Sécurité Routière (ONASER).

Action 15 : Renforcer les services et les capacités dans le domaine de la sécurité civile pour la protection des personnes, des biens et de l'environnement. **Nous accordons une attention particulière aux risques climatiques (inondations, sécheresses), aux risques épidémiques et pandémiques, aux risques industriels et chimiques, et à la protection des consommateurs notamment pour la source et la qualité des produits et des services de grande consommation.** Dans chacun de ces domaines, nous mettrons en place une stratégie dédiée et apporterons tout le soutien de l'Etat aux structures en charge de la mise en œuvre.

Améliorer la justice et le système pénitentiaire pour renforcer l'action des FDS

Nous devons renforcer l'efficacité du travail de police administrative et de police judiciaire par l'apport de moyens, une meilleure formation, un meilleur entraînement et plus de responsabilité dans l'application des procédures. Nous veillerons à cela. En particulier, nous soutiendrons le recrutement de plus de juges et promouvrons la confiance entre les juges et les Burkinabè. En 2018, le ratio du nombre de magistrats pour 100 000 habitants était de 2,5 au Burkina Faso, soit 4 fois inférieur à la norme internationale de 10.

Nous allons augmenter le nombre de prisons et de centres correctionnels afin de réduire la surpopulation carcérale et soutenir la dignité humaine. Nous travaillerons aussi à améliorer les conditions de travail, sanitaires et de restauration dans les lieux de détention.

Pour faciliter la réinsertion des condamnés et rationaliser le fonctionnement et le coût de la détention, nous pensons qu'il faut accroître le nombre de peines de travail d'intérêt général prononcées et le nombre de centres pénitentiaires agricoles, à l'instar du seul dans le genre situé à Baporo.

Nous allons engager une réforme progressive en vue de la disparition de la justice militaire et soumettre les militaires aux règles du droit pénal. Notre objectif est d'aligner les droits et les devoirs des militaires sur ceux des citoyens, tout en respectant les restrictions voulues par l'état militaire. Avec cette réforme, nous mettrons fin aux tribunaux spéciaux pour militaires et créerons des chambres spécialisées au sein des tribunaux de grande instance pour toutes les infractions.

Corps des gardes-frontière

Nous créerons un corps des gardes-frontière qui sera une agence de sécurité nationale avec une mission dédiée. Le but du corps des gardes-frontière sera d'accroître la sécurité des frontières, lutter contre la contrebande, réduire les passages illégaux des frontières, collecter du renseignement dans les zones frontalières, effectuer de la surveillance et retarder une attaque potentielle jusqu'à ce que l'armée soit en position de répondre à la menace sur zone ou que nous

recevions l'aide des forces alliées régionales ou internationales. Ils rempliront aussi une fonction de service de secours.

Le corps des gardes-frontière recevra au total 3500 officiers et conscrits dont 1000 sous-officiers et officiers sous contrat et 2500 réservistes. Ils seront déployés le long de nos frontières terrestres longues de 3 460 km dont 1 280 km avec le Mali, 600 km avec le Niger, 588 km avec le Ghana, 584 km avec la Côte d'Ivoire, 285 km avec le Bénin et 125 km avec le Togo, et particulièrement dans la zone des trois frontières Burkina-Mali-Niger.

Le recrutement pour le corps des gardes-frontière va privilégier les populations frontalières.

Ils seront équipés de fusil d'assaut, de mitrailleuses, d'armes anti-blindés et d'armes anti-aériennes légères pouvant abattre des hélicoptères.

Bases militaires aux frontières

Nous créerons aussi un maillage des zones frontalières avec de puissantes bases militaires. Cela permettra de délocaliser tous les camps militaires en dehors des centres urbains. L'installation des camps et des cités militaires dans les zones frontalières contribuera au développement de ces territoires. Nous allons intégrer redéploiement de l'armée et développement du territoire.

Construction d'une ceinture de surveillance technologique aux frontières

Nous construirons une ceinture de sécurité à nos frontières, en particulier dans les zones les plus critiques comme la zone des trois frontières Burkina-Mali-Niger. Cela fait partie de notre stratégie globale de sécurité nationale et de notre doctrine de dissuasion cumulative.

Cette ceinture prendra la forme d'un dispositif renforcé et permanent de surveillance des frontières combinant à la fois des moyens technologiques et humains. Elle aura une vocation défensive et remplira une mission de protection du territoire et des Burkinabè.

Comme nous l'avons déjà souligné, l'analyse du terrorisme dans notre espace montre qu'il s'agit d'un phénomène transfrontalier et transnational qui s'est métastaté. Ce narco-terrorisme mafieux et pseudo-djihadiste restera audacieux et en réinvention perpétuelle. Il pourrait durer 10 ou 30 ans, voire nous déstabiliser définitivement, si une mobilisation et des actions audacieuses et adaptées ne sont pas entreprises rigoureusement dès aujourd'hui. Par exemple, c'est depuis 2002 que Boko Haram sévit au Nigeria et n'a cessé de gagner en sophistication. Il en est de même pour les rébellions touaregs au Mali depuis les années 1990. Même si le terrorisme est contrôlé dans les prochaines années, la menace continuera de venir du Nord, via le désert du Sahara, pour de longues décennies encore. Ces effets induits aussi, comme la circulation des armes et les engins explosifs improvisés persisteront.

La ceinture de sécurité sera une arme que nous adapterons et renforcerons progressivement selon les endroits de nos frontières extérieures. C'est une arme qui va améliorer considérablement notre capacité d'alerte.

Ce serait un modèle dont la conception finale sera arrêtée avec les techniciens militaires et civils. A titre indicatif, la sécurité à la frontière comprendra: des routes sécurisées avec patrouilles militaires régulières en véhicules blindés, des tours de sécurité avec et sans pilote, des voies de passage. La ceinture de sécurité va intégrer des appareils électroniques tels que: systèmes de surveillance rapprochée, caméras thermiques, radar de surveillance terrestre, systèmes d'armes télécommandés, capteurs sismiques, capteurs acoustiques, centres de commandement et de contrôle. Il y aura une couche de technologies avancées comprenant: surveillance étendue, détection de cibles par laser à fibre optique, radar de surveillance pour la détection de drones, brouilleurs, systèmes d'éclairage sensibles aux mouvements à courte distance.

Cette solution renforcerait l'efficacité des opérations anti-terroristes des FDS. Elle permettra de réduire les infiltrations, les embuscades, les engins explosifs improvisés, etc. Souvenons-nous des nombreuses attaques meurtrières sur nos positions avancées, comme à Nassoumbou ou à Arbinda.

Cette ceinture faciliterait également les opérations du G5-Sahel. Nous tenterons de convaincre les pays frères concernés par ces frontières de son utilité stratégique. Par exemple, en plus de freiner le repli tactique des assaillants terroristes, elle coupera les trafics d'essence et de vivres qui ravitaillent les combattants au Mali et au Niger depuis le Burkina Faso.

Nous envisagerons le développement conjoint et le co-financement de ce projet avec ces pays (Mali et Niger en particulier).

Et nous voulons rappeler qu'il n'y a pas de prix, ni d'impossibilité à la défense d'un intérêt national vital.

Lever et maintenir une réserve militaire massive

La mémoire nationale de la guerre contre le terrorisme doit construire notre nation. Cette mémoire doit être partagée. Cette guerre, nous devons la mener ensemble avec nos FDS. Notre armée est une armée du peuple. Le peuple est avec son armée et doit se battre avec son armée.

Notre objectif est de mobiliser la population civile pour assurer la victoire sur l'insurrection terroriste.

Notre première ressource c'est la ressource humaine et c'est notre source d'avantage comparatif. Nous devons démontrer cela dans l'économie comme à la guerre. Dans la guerre, nous devons dominer sur le plan humain, et produire un effet du nombre.

Nous avons une armée estimée à environ 13 000 hommes en 2020. En théorie, 5533600 Burkinabè sont aptes à être mobilisés pour la défense du pays. Chaque année, 333216 jeunes Burkinabè atteignent l'âge du service militaire (18 ans).

De 2021 à fin 2022, nous prévoyons déployer 30 000 réservistes, pour se joindre aux militaires d'active, aux forces de police et aux Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDPs). Si la réalité du terrain commande la mobilisation de 100 000 réservistes nous le ferons, si elle commande la mobilisation d'un million de réservistes nous le ferons, et ainsi de suite. Nous voulons être clairs une fois de plus: défendre les intérêts vitaux du Burkina Faso n'a pas de prix. Pour nous, l'intégrité du territoire du Burkina Faso et la protection de chaque Burkinabè est notre premier intérêt national et c'est un intérêt vital. Nous organiserons les réservistes de façon très professionnelle. Nous engagerons une consultation nationale afin de définir les modalités de leur recrutement.

Une fois que les FDS ont libéré des territoires, les réservistes seront déployés accompagnés d'un encadrement de FDS pour assurer une présence permanente et décourager les incursions. Ils participeront aussi à l'exécution de travaux et d'aides diverses au profit des populations locales. Il n'y a aucune raison que notre peuple, les femmes et les hommes qui ont affronté les mains nues le défunt RSP (Régiment de Sécurité Présidentielle) ne prennent pas une part plus active et plus directe pour soutenir et faire corps avec nos FDS, en particulier dans la phase de stabilisation qui doit assurer la durabilité de nos résultats militaires sur le terrain et faciliter le retour des populations.

Au départ, nous pourrions cibler les étudiants et les travailleurs «non-essentiels» du secteur public et du secteur privé et pour une tranche d'âge donnée. **Dans la durée, les réservistes seront formés chaque année dans le cadre du Service militaire obligatoire.**

Augmenter le budget de la défense et de la sécurité

Nous mesurons les dépenses de défense et de sécurité en termes de la part du Produit Intérieur Brut (PIB) consacrée à ce secteur. Cette mesure est un indicateur de la volonté du pays. Elle traduit clairement à quel point les Burkinabè considèrent la sécurité comme un problème prioritaire, à quel point ils sont prêts à faire face aux menaces identifiées et inattendues pour le Burkina Faso, le Sahel et l'Afrique.

En 2018, pour la première fois depuis 1992 (2,05% du PIB), la part du PIB consacrée aux dépenses militaires et de sécurité a franchi la barre des 2%, s'établissant à 2,06%. En 2020, nous avons consacré environ 325 milliards de francs CFA à la défense et à la sécurité ; et sur chaque 100 francs CFA de dépenses dans le budget de l'Etat, 15 francs vont à la sécurité nationale.

Nous sommes décidés à maintenir cette dynamique et à porter cet effort extraordinaire à 3% du PIB dès 2022, parce que nos Forces de défense et de sécurité sont dans un état critique de déclin et de stress, caractérisé par un déséquilibre de capacité pour des fonctions critiques et entre les forces.

Si nécessaire, nous allons convaincre les organisations financières telles que la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI), en partenariat avec l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et la CEDEAO, du besoin vital de permettre aux pays du Sahel confrontés à l'hydre terroriste de dévier temporairement des critères de convergence limitant le déficit budgétaire à 3% du PIB, afin de disposer d'un espace budgétaire plus conséquent pour mieux faire face à la situation sécuritaire et sanitaire exceptionnelle tout en évitant d'évincer les dépenses dans les secteurs sociaux. Dans le même temps, ce dégagement d'espace budgétaire additionnel pour les secteurs de la défense et de la sécurité ira de pair avec l'impératif d'une plus grande transparence et efficacité dans l'exécution des dépenses dans ces secteurs.

Poser les fondations de l'embryon d'une industrie de défense de base

Notre position est que l'industrie de défense coûte cher et ne sera pas viable pour le Burkina Faso. En même temps, notre évaluation des menaces, les règles de la guerre asymétrique et de faible intensité, l'évolution de notre approche de la sécurité nationale, et les arbitrages budgétaires imposés par la situation nous obligent à faire des choix judicieux pour notre pays.

Dans la discussion avec la hiérarchie et les experts militaires, nous allons calibrer une approche en matière d'acquisition de moyens qui atténue notre dépendance à l'extérieur. Ainsi que cela a été posé dans notre doctrine de dissuasion cumulative et qu'il apparait en toile de fond des autres propositions jusque-là présentées, nous privilégierons la capacitation humaine au matériel militaire extrêmement lourd et souvent inadapté à notre environnement stratégique et difficile d'entretien.

Nous mettrons en place des capacités d'ingénierie inversée ("reverse engineering") et des systèmes d'offset (compensation) qui nous permettent de développer une industrie de base et une expertise locale pour la fabrication de munitions de petit calibre, de pièces de rechanges, de blindage, et l'entretien de nos armes et de notre matériel le plus courant. Dans ce cadre, nous allons adapter les missions du groupement central des armées (GCA). Une stratégie industrielle pour le secteur de la défense et de la sécurité doit être développée pour rationaliser nos dépenses en matière d'acquisition.

Le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants travaillera avec toutes les parties prenantes à la bonne intégration des efforts industriels de la défense avec ceux du reste de l'économie.

Un scientifique en chef de la défense sera chargé de définir, coordonner et maintenir diverses exigences en matière de capacité technique et d'ingénierie inversée ("reverse engineering") de base pour la défense et la sécurité, y compris les capacités d'analyse des politiques.

Nous travaillerons avec nos universitaires (à Koudougou par exemple) et des partenaires étrangers pour développer des satellites militaires d'observation.

Réduire la corruption dans le secteur de la défense et de la sécurité

Nos FDS resteront irréprochables en matière de corruption, de l'officier le plus gradé au membre le moins gradé. Cela dit, il y a une typologie de la corruption propre au secteur de la défense et de la sécurité que nous devons prendre en compte et garantir la qualité irréprochable de nos FDS.

Comme l'actualité judiciaire dans notre pays et dans la sous-région le montre, la corruption est un phénomène préoccupant alors que nos pays doivent relever des défis extraordinaires dans le secteur de la défense et de la sécurité en même temps qu'ils font face à la menace terroriste.

La corruption dans le secteur de la défense et de la sécurité est un frein à l'efficacité du travail de nos FDS au quotidien et une menace à notre sécurité à tous. Elle pourrit et pervertit le climat de travail et de vie de la troupe, crée un fossé de confiance entre les populations et les FDS, et rend notre pays vulnérable face à ses ennemis.

Nous mettrons en place une stratégie de lutte contre la corruption dans le secteur de la défense et de la sécurité. Nous allons particulièrement nous concentrer sur cinq (5) niveaux de risque de corruption typiques au secteur de la défense, à savoir : (i) politique - la législation et le contrôle peuvent être compromis par la corruption ; (ii) financier – des budgets et des revenus importants, y compris les fonds secrets, peuvent être indûment détournés ; (iii) personnel – certaines personnes au sein des FDS ou des ministères concernés peuvent être tentées par la corruption ; (iv) Opérations- la corruption peut se produire pendant les opérations des FDS sur le terrain ; (v) approvisionnement – il y a un risque de corruption au moment de l'achat des équipements et des armes , des fournitures diverses ou des investissements pour les FDS.

Nous veillerons à ce que la Cour des comptes fasse effectivement l'audit des comptes dans le secteur de la défense et de la sécurité, comme la loi lui autorise, en termes de régularité des transactions, d'efficacité et d'efficience de la dépense.

Nous renforcerons les capacités (humaines et matérielles) et le contrôle indépendant par l'Inspection générale des forces armées nationales (IGFAN) et par l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de Lutte contre la corruption (ASCE-LC) et les ferons suivre d'actions disciplinaires et/ou de justice à chaque fois que cela peut se justifier. Nous harmoniserons les conditions de travail et la rémunération des contrôleurs de l'ASCE-LC avec ceux des magistrats de la fonction publique, afin de permettre d'attirer des juges compétents vers l'ASCE-LC et mettre fin au problème de sous-effectif chronique auquel elle fait face.

Nous amenderons le secret-défense qui est opposable à certains contrôles des dépenses des FDS. Les fonctionnaires burkinabè qui font ces contrôles ne sont pas des agents à la solde de l'ennemi. On ne peut invoquer, comme c'est le cas aujourd'hui, le secret-défense et le risque d'exposition à l'ennemi pour imposer une omerta et empêcher le contrôle des inspecteurs. Là où le secret-

défense se justifie, ce devrait être opposable à des tiers mais pas aux inspecteurs qui font leur travail et savent respecter les règles de confidentialité, sauf exception.

Nous mettrons fin à la pratique qui consiste aujourd'hui à voir des dirigeants du pays « dealer » directement, sans appel d'offre, avec des marchands d'armes sans associer les administrations compétentes au sein du ministère de la Défense ou les experts militaires au sein des FDS. Nous devons impliquer toutes les parties prenantes au sein de nos FDS lors des commandes d'équipements et d'armes.

La plus grand devoir de solidarité de notre société doit aller à nos FDS

Nous pensons que dans notre pays, aucune catégorie de travailleurs ne devrait avoir un statut plus favorable que celui des FDS. Parce qu'ils ont choisi de donner leurs vies et de sacrifier leur vie de famille pour que nous vivions, nous leur devons un respect immense et toute la reconnaissance de la nation.

Nous mettrons en place un plan pour améliorer le statut des FDS. Nous traiterons des questions de soldes, de règles d'avancement transparents, d'accompagnement vers une autre carrière, de pensions et d'équité au sein des troupes avec responsabilité.

En même temps, la solidité de nos armées et de notre police, leur cohésion interne et leur place dans notre société dépendent aussi du professionnalisme des femmes et des hommes qui les incarnent. Nos FDS sont des femmes et des hommes d'un professionnalisme exceptionnel. C'est le pendant du contrat et des obligations morales qui existent entre nos FDS et le peuple et une condition de base de leur efficacité. Tous les membres des FDS resteront irréprochables en matière de professionnalisme, de l'officier le plus élevé dans la hiérarchie au membre le moins gradé. Nous sommes fermement résolu à garantir cela.

Nous ferons aussi tout notre devoir pour assurer de bonnes conditions de vie et de travail, en termes d'infrastructures et d'équipements militaires et de police, de logement et d'offre de restauration et de services de santé.

Nous donnerons la priorité au Service Social des FDS qui verra sa taille et ses moyens augmenter considérablement et rapidement. Ce service sera disponible tous les jours de la semaine et 24h/24 et apportera une écoute attentive à tous les FDS et à leurs familles. Nous voulons que la Nation soit véritablement solidaire de tous les FDS et leurs familles.

Demain, Zéphirin DIABRE Président décide, avec tous les Burkinabè (l'Etat), de garantir la gratuité du logement (avec droit de propriété plein et entier), de l'éducation et de la santé aux familles (femme, enfants, mère, père) de tous les membres des FDS tombés au front ou en situation d'invalidité permanente et totale depuis 2015, sans exception. Cette œuvre sociale va commencer immédiatement. Elle s'ajoutera aux compensations financières

usuelles. Nous discuterons les détails de cette mesure avec les représentants des FDS pour une mise en œuvre immédiate avec effet rétroactif.

Nous mettrons en place un Plan Epargne Logement (PEL) du FDS. Tous les membres des FDS y seront automatiquement rattachés dès le début de leur carrière avec un prêt à taux zéro accordé pour un logement dont le type sera prédéfini et réalisé en fonction du rang du militaire et d'autres critères comme la taille de la famille.

Nous allons créer une mutuelle de santé des FDS élargie à leurs familles. Grâce à cette mutuelle et à la contribution de l'Etat, tous les FDS et leurs familles bénéficieront de la gratuité des soins de santé.

Nous développerons le service de santé des Armées, avec un hôpital militaire moderne.

Nous traiterons avec dignité les blessés et les morts sur le champ de bataille. Nous refuserons les enterrements dans le secret et sans le peuple. Nos héros tombés ont droit à être célébrés par notre peuple. Notre peuple doit aussi avoir la pleine conscience et la pleine mémoire de la guerre anti-terroriste et du sacrifice de nos soldats. Il doit vivre les victoires mais aussi les échecs de nos batailles en faisant corps avec nos FDS, tout en solidarité et tout en exigence.

Axe 4: Mobilisation et résilience des Burkinabè

Nous voulons engager et préparer tous les citoyens Burkinabè à la construction de la Nation, et à la sécurité nationale.

Le problème aujourd'hui : Alors que nous sommes face à des défis existentiels, la Nation burkinabè reste un projet en souffrance. Les ennemis extérieurs arrivent à nous diviser et à retourner des Burkinabè contre leur pays. Nous devons de façon urgente baliser le chemin pour intégrer nos ethnies et nos cultures par le haut dans une société cohérente et une République unie et forte. Nos effectifs militaires et de police, nos moyens capacitaires, et nos ressources financières sont tous limités.

Nous ne gagnerons durablement contre le terrorisme que si nous sommes capables de rassembler le pays, accompagner activement nos FDS et renforcer la capacité de notre peuple à surmonter les épreuves actuelles.

Par ailleurs, nous avons des FDS très professionnelles et formées au respect du Droit International Humanitaire (DIH) sur les règles de la guerre. Mais nous devons veiller à ce que certains éléments isolés agissant sous la pression, et surtout des terroristes, ne posent des actes deshumanisants. De tels actes par des nôtres entacheraient notre relation avec les populations des zones concernées et notre réputation.

Notre solution demain : Nous allons renforcer la cohésion nationale, défendre le pays ensemble et renforcer la résilience des populations civiles.

Nous avons un projet pour engager activement la construction de la nation. Pour nourrir ce projet et relever nos défis dans la durée, **nous allons instaurer le devoir général de sécurité nationale**, qui s'appliquera à tous les citoyens, quel que soit leur âge ou leur sexe. Ce devoir prendra d'abord la forme d'un Service de Sécurité Nationale Universel (SSNU) obligatoire, à la fois civique et militaire.

Cela veut dire que nous ne devons pas compter seulement sur la seule réponse militaire mais aussi sur la mobilisation, le soutien et la confiance effective, sans anxiété, de la population civile. Nous devons séparer le bon grain de l'ivraie. Mais précisons-le d'emblée, l'ivraie ce sont les bandits-terroristes de quelque tribu qu'ils soient et le bon grain, ce sont tous les Burkinabè de toutes les tribus qui ont choisi librement de ne pas soutenir le terrorisme.

Service de Sécurité Nationale Universel (SSNU)

Nous voulons l'instauration d'un Service National obligatoire pour construire la Nation, renforcer le travail des FDS, et aider à l'identification des personnes présentant un risque d'exclusion sociale ou criminel afin de les assister.

En même temps, nous l'avons déjà dit, la première richesse de notre pays, la première ressource de pouvoir pour le Burkina Faso, c'est la ressource humaine qui est relativement abondante en comparaison des ressources matérielle et financière. Alors, notre stratégie s'appuiera largement sur la mobilisation des femmes et des hommes de notre pays pour construire notre unité sociale et stratégique.

Nous ferons inscrire dans la Constitution les deux devoirs pour tous les citoyens burkinabè de prendre part à: (1) la construction de la nation, et à (2) la sécurité et la défense nationales.

Nous allons instaurer le Service de Sécurité Nationale Universel (SSNU) obligatoire, à la fois civique et militaire. Il aura trois objectifs :

- 1) Promouvoir le dialogue interculturel et défendre la suprématie du commun culturel burkinabè sur les singularités ethnoculturelles au sein de notre pays ;
- 2) Asseoir une tradition de l'engagement citoyen pour protéger la République et soutenir la construction, l'unité et la résilience de la Nation ;
- 3) Préparer chaque Burkinabè à défendre activement la sécurité nationale, surtout en cas d'agression ou de catastrophe naturelle.

Nous allons faire aboutir l'instauration du Service de Sécurité Nationale Universel (SSNU) obligatoire dans la concertation avec toutes les parties prenantes.

Nous mettrons en place un plan pluriannuel pour que les plus de 330000 Burkinabè qui atteignent l'âge du service militaire puissent le faire chaque année. Tous les hommes (obligatoirement) et toutes les femmes (volontairement) de plus de 18 ans seront passibles de 165, 255 ou 347 jours de service national. Tous les appelés recevront au départ une immersion et une formation de base (territoires, culture, histoire, religions, philosophie, anthropologie, technologies de l'information, sciences politique, relations internationales...), avant d'être affectés à diverses unités pour une formation spéciale.

La durée totale de la formation dépendra du type de formation reçue, selon que les candidats soient formés comme soldats pour des tâches nécessitant ou non des compétences particulières, et selon qu'on soit formé comme sous-officiers ou officiers, sur des durées pouvant atteindre 11 mois ou plus.

Tous les hommes sont tenus de se présenter l'année de leurs 18 ans et selon les conditions établies. Les personnes résidant à l'étranger seront concernées selon des modalités à préciser. Ceux qui ne se présentent pas à l'appel d'enrôlement seront amenés par la police. Le fait de ne pas se présenter à l'appel ou d'être absent au service national est poursuivi comme une absence sans permission ou comme une désertion.

Dans les circonstances actuelles et pour la phase initiale et de rodage du dispositif, le Service de Sécurité Nationale Universel (SSNU) pourrait se mettre sur la base du volontariat.

Les réservistes permettront la montée en puissance de la Garde Nationale. Les appelés ayant accompli leur service militaire seront mis en réserve jusqu'à l'âge de 50 ou 60 ans, selon leur grade militaire. Pendant leur temps de réserve, les réservistes peuvent être activés pour cinq types de fonctions: exercices de recyclage militaires, activation extraordinaire lors d'une catastrophe naturelle grave ou d'une épidémie virulente, activation extraordinaire en cas de menace militaire imminente qui nécessite d'appuyer l'armée d'active, mobilisation partielle et mobilisation totale.

Les appelés recevront des services de logement et une allocation, pouvant prendre en compte leur situation de famille et de ressources. Les réservistes activés recevront une rémunération imposable en fonction de leur rang et une allocation exonérée d'impôt. Les femmes volontaires en service national recevront les mêmes avantages que les hommes et un avantage pour leurs soins personnels.

Le Service National pourra être commencé avant l'âge de 18 ans, à partir de 16 ans, et après l'âge de 18 ans, jusqu'à l'âge de 35 ans, pour des raisons personnelles, d'études, ou de travail.

Les autres formes d'accomplissement du devoir général de sécurité nationale seront : l'obligation de participer à une formation en matière de protection civile, l'obligation générale de travail, et l'obligation de participer aux opérations de secours.

Tout Burkinabè, en vertu du devoir général de sécurité nationale peut être soumis à une obligation de participer à une formation en matière de protection civile s'il est désigné par une autorité compétente.

Tous les Burkinabè peuvent être soumis à une obligation générale de travail sous certaines conditions.

En temps de guerre ou de conflits armés, les FDS auront le pouvoir d'ordonner aux personnes présentes dans la zone concernée d'effectuer les travaux nécessaires à l'entretien des troupes ou aux préparatifs de guerre et de sécurisation. Toutefois, une personne qui reçoit un tel ordre ne peut être obligée de travailler plus de 10 jours ou, dans des circonstances particulières, 20 jours. Il sera illégal de licencier un employé en raison d'une absence due au service national.

Tout Burkinabè participera aux opérations de secours quand son apport est utile ou sollicité par une autorité compétente.

Nous ferons monter le service national en puissance de façon progressive et maîtrisée. Cela nous permettra de réunir les conditions pour que toutes les personnes qui seront formées à la maîtrise des armes ne puissent pas en accéder en dehors de leur service militaire ou de leur mission. Les services de police doivent être suffisamment puissants pour assurer un suivi adéquat des personnes à risque et contrôler la circulation des armes.

Régler les problèmes de suspicions d'exécution extra-judiciaires dans la lutte anti-terroriste

Soyons clairs, c'est tout simplement une folie de croire qu'il est possible de vaincre les groupes armés terroristes tant que toutes les populations, sans exclusive, ne se sentiront pas protégées contre les hordes terroristes mais aussi contre les actes iniques d'éléments isolés de la puissance publique, qu'ils soient FDS ou civils.

Dans la conduite de cette guerre, notre devoir est aussi de tempérer les peurs et les colères de notre peuple. La puissance de la raison doit permettre de canaliser son énergie et son génie pour la cause nationale. Notre devoir est aussi de nous assurer que le gouvernement reste concentré sur les objectifs politiques de la guerre anti-terroriste: **restaurer la légitimité de l'Etat auprès des populations sur tout le territoire.** Enfin, notre devoir est également de mobiliser tout le pays derrière nos FDS et en même temps d'exercer un contrôle politique sur notre armée afin que jamais ne soit perdu de vue que la force militaire est juste un moyen vers un objectif politique. Malgré l'atrocité de la guerre, nos FDS agiront toujours avec professionnalisme et selon les codes éthiques qui encadrent l'usage de la force.

La lutte contre le terrorisme, quelle que soit son âpreté et les traumatismes qu'elle cause, ne saurait justifier que nous démissionnions à garantir à chaque Burkinabè, et d'une manière générale, à chaque être humain, fût-il un terroriste avéré, sa dignité. Et ce n'est pas parce que les guerres sont toujours sales ou parce que les armées des grandes puissances commettent aussi

des exactions que le Burkina Faso doit être comme ces autres pays et renoncer à des valeurs inscrites dans notre Constitution, et qui ont nourri les luttes de notre peuple, en particulier des défenseurs des droits de l'homme burkinabè. A ce titre, la consolidation de la République, le renforcement de la démocratie et le respect des libertés individuelles et collectives, et la défense des droits de l'homme seront l'autre versant de la lutte anti-terroriste. L'un ne va pas sans l'autre.

Reformer les Volontaires pour la Défense de la Patrie

L'engagement, la détermination et le sacrifice des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDPs) pour défendre le Burkina Faso est une fierté. Leur présence sur le terrain de la lutte anti-terroriste est très utile. Ils ont notre reconnaissance. Cependant, les VDPs sont insuffisamment formés au maniement des armes et aux règles de la guerre. Ils ne sont pas non plus suffisamment structurés et encadrés, échappant ainsi largement au contrôle de la puissance publique.

Demain, nos VDPs seront des facteurs de renforcement de la cohésion sociale et participeront plus efficacement au maillage du territoire et à la défense de notre pays aux côtés des FDS, des Réservistes et de toutes les populations.

Les VDPs seront sous le contrôle direct des FDS. Alors que des exactions de certains éléments isolés des VDPs sont rapportées et que certains d'entre eux tombent au combat, c'est notre responsabilité de les encadrer dans leurs missions. Pour cela, nous ferons appel à des militaires et policiers en activité et à la retraite pour encadrer directement les opérations des VDPs.

Nous allons renforcer la formation des VDPs sur les plans militaire, du secourisme et des règles de la guerre. Nous exercerons aussi un meilleur contrôle sur leurs profils individuels afin d'éviter qu'ils soient infiltrés par nos ennemis ou des bandits de grand chemin.

Nous organiserons les VDPs sur des bases plus larges et inclusives. Les VDPs doivent être des vecteurs de fraternisation et de renforcement du tissu social et de l'unité nationale.

Réviser la stratégie globale pour le déploiement du Programme d'urgence pour le Sahel

Aujourd'hui, le Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) démontre que la stratégie du gouvernement est entre approximations et piège de Sisyphe. En effet, s'il y a bien un domaine qui montre à quel point le gouvernement n'a aucune stratégie viable pour sortir le Burkina Faso du tsunami sécuritaire, c'est bien le Programme d'urgence pour le Sahel (PUS). Bien qu'il soit porteur de solutions à la marge et au quotidien difficile de certaines populations dans les territoires oubliés, il ne s'inscrit pas dans une approche intégrale ou dans une dynamique auto-entretenu. Aujourd'hui, même des entrepreneurs refusent de travailler dans le programme à cause de l'insécurité.

Le Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) engloutit des ressources importantes (plus de 455 milliards FCFA) sans résultats durables dans sa zone cible, à savoir toute la région du Sahel (26 communes) et la frontière Sahel-région du Nord (communes de Banh, Sollé, Kain et Thiou). Tout au plus, le PUS a produit une paix éphémère ou très localisée. Pour le reste, les défis de ce programme sont à l'image de toute la réponse du gouvernement à la crise sécuritaire. Un tel programme ne peut produire des effets durables sans le retour de la sécurité et de la confiance dans les territoires. Il met à nu toutes les approximations dans la lutte contre le terrorisme et le fait que notre pays est aussi pris dans une sorte de piège de Sisyphe : en dépit des efforts, on retombe toujours à la situation de départ, voire pire. Le département de Tongomayel est emblématique de cette vérité du terrain sur le Programme d'urgence pour le Sahel. C'est en effet à Tongomayel, commune rurale du Sahel très tôt la cible des attaques mortelles des extrémistes violents, que le Premier Ministre a procédé au lancement officiel de ce programme d'urgence le 03 août 2017. Deux ans plus tard, le Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants publiait un communiqué pour annoncer une énième série d'attaques terroristes avec un lourd bilan de « 17 morts », selon cette version officielle à la date du 19 juin 2019. Depuis Tongomayel est abandonné à son sort.

Vu que l'insécurité affecte actuellement huit (08) régions sur les treize (13) (selon le PUS élargi), le PUS sera remplacé par le Programme d'Urgence Multisectoriel (PUM) et sera financé en grande partie par le budget de l'Etat. Nous allons intégrer le PUM plus directement dans la stratégie militaire d'élimination des GATs que nous allons exécuter. Nous allons précéder et accompagner le PUM d'une campagne de sécurisation, d'un déploiement de réservistes, d'une campagne d'information, de la construction d'infrastructures structurantes (routes, retenus d'eau, etc.) et d'un processus de capacitation politique et économique, surtout pour les femmes.

Axe 5: Coopération en matière de défense et de sécurité

La sécurité nationale n'est pas une aventure solitaire, même pour les puissances hégémoniques.

Le problème aujourd'hui : Jusqu'au sommet de l'Etat, nous avons entretenu un double discours sur nos alliances de sécurité et causé des flottements dans la coordination stratégique et opérationnelle avec nos alliés de sécurité nationale, en particulier la France et le Mali. Cela a souvent été fait par opportunisme politique et pour cacher cyniquement l'impuissance au sommet de l'Etat, mettant en danger la vie des FDS et des populations civiles.

De plus, notre diplomatie n'a pas été au rendez-vous pour engager de nouvelles alliances stratégiques fortes, ouest-africaines, africaines et internationales.

Notre solution demain: Nous allons assumer nos alliances stratégiques tout en étant exigeants et vigilants avec nous-mêmes et nos alliés. Nous élargirons aussi le spectre de notre coopération de sécurité nationale en bonne intelligence avec nos alliés. Nous ferons tout cela dans un sens qui développe notre autonomie stratégique.

Avec nos alliés, des engagements clairs, éclectiques et assumés

Dans la mesure où la sécurité nationale commande à la fois la défense directe de la Nation et des Burkinabè, et la protection d'intérêts géopolitiques, elle affecte non seulement la politique de défense et de sécurité intérieure, mais aussi les politiques étrangère et de commerce extérieur.

Ce n'est pas aux autres de régler nos problèmes à notre place, même quand ils sont transnationaux comme le terrorisme. C'est à nous de le faire. En même temps, notre conception est que nos alliances avec nos partenaires extérieurs soient complémentaires de nos efforts intérieurs. Elles n'ont pas à se substituer à nos impératifs propres. Tout en reconnaissant l'apport incontestable de nos alliances stratégiques, nous ne devons point tomber dans la faiblesse et l'indignité de sous-traiter le combat pour la sauvegarde de notre souveraineté et notre intégrité territoriale à nos alliés extérieurs.

Nos alliances sont une composante essentielle de notre politique de sécurité nationale, à la fois sur les plans stratégiques et opérationnels avec nos alliés du G5-Sahel, de la CEDEAO, de l'Union Africaine, de la France, des Etats-Unis et d'autres. Dans un environnement stratégique toujours plus complexe, avec de nombreuses zones grises, des acteurs étatiques et non étatiques complexes, la guerre asymétrique, la militarisation du terrorisme et l'hybridation des conflits, nous devons adopter une approche hautement stratégique et collective face aux menaces.

Nous mettons en commun et partageons la sécurité nationale avec nos alliés africains et internationaux d'abord parce que cela a un effet « multiplicateur de force » et nous offre un espace où nous pouvons influencer les décisions politiques en matière de sécurité nationale de nos alliés du Sahel, de la CEDEAO, de l'Union africaine, de la France, des Etats-Unis, de l'Union européenne, et des autres. Sur bien des questions, nous avons des valeurs communes et ses alliances nous apportent une légitimité internationale. En particulier, nous engagerons nos pairs de la CEDEAO, de l'Union Africaine et des Nations Unies, pour une résolution endogène et durable de la crise sécuritaire malienne d'où est parti le terrorisme vers le Burkina Faso et le Niger. Il en va de même de la crise libyenne, véritable foyer de dissémination du terrorisme à travers le Sahel, où nous engagerons une diplomatie offensive au niveau de la CEDEAO, de l'Union Africaine et des Nations Unies, pour une solution durable à ce problème.

Dans la guerre asymétrique contre le terrorisme, nous exploiterons avec intelligence l'apport décisif de nos alliés français (Barkhane) et américains en matière de renseignement et de couverture dans les domaines opérationnel et tactique. Ce sont aussi des forces de dissuasion qui limitent la portée stratégique de nos ennemis. Cela dit, à tout moment, le Burkina Faso doit maintenir une capacité à agir seul pour défendre l'intérêt national si les circonstances l'exigent. Alors, une composante essentielle de notre vision sera la construction de notre autonomie stratégique.

Le G5-Sahel est un outil de coopération, de mutualisation et de capacitation dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité. Il a été créé en 2014 à Nouakchott par les pays membres du Sahel, et mis en place en 2017. Mais ce n'est pas l'outil le plus important de la solution au terrorisme, car la véritable solution repose sur nos armées nationales. Le G5-Sahel apporte un élément de solution transfrontalière à un problème transfrontalier, avec une force conjointe et un Plan d'Investissements Prioritaires (PIP). C'est aussi un véhicule de financement pour la coopération opérationnelle entre nos armées. Il est vrai que les financements acquis à ce jour sont largement en deçà des 540 millions d'euros sollicités pour la phase initiale du G5-Sahel. Nous engagerons une diplomatie plus offensive avec les pays membres du G5-Sahel pour sa pleine opérationnalisation en (i) obtenant de chaque Etat membre d'accélérer l'atteinte de son contingent; (ii) obtenant un meilleur concours financier de la CEDEAO aux efforts de déploiement de la force, y compris, s'il le faut en permettant l'élargissement de la force aux pays côtiers ; (iii) apportant tous les gages de transparence et de bonne gouvernance pour obtenir de nos partenaires internationaux le décaissement de leurs appuis financiers promis, voire le ralliement des Etats-Unis d'Amérique au plaidoyer des pays du G5-Sahel et de la France en faveur du placement du G5-Sahel sous mandat onusien. Naturellement, cela ne devra pas nous dédouaner de l'impératif de compter prioritairement sur la mobilisation de ressources financières internes propres pour faire face durablement et de façon idoine à l'hydre terroriste.

C'est aussi dans ce sens qu'il faut comprendre la présence de nos FDS au sein de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali (MINUSMA) où nous avons environ 1800 hommes. Pour ce qui est de ces missions internationales, en dehors du Mali et des pays du G5-Sahel, notre politique sera de rationaliser notre envoi de contingents à l'étranger dans les cinq prochaines années, en adéquation avec la primauté de sécurisation de notre intégrité territoriale. Nous donnerons aussi la priorité aux opérations de guerre en soutien à des pays alliés, à la différence des missions internationales de maintien de la paix et de développement.

Dans la durée, nous renforcerons l'engagement militaire (la diplomatie entre armées) avec nos alliés africains, européens, américains, asiatiques et autres. Les efforts du Burkina Faso dans la prévention et le règlement des conflits dans la sous-région et en Afrique seront renforcés grâce à une intégration de sa politique étrangère et de sa politique de sécurité nationale. Nos engagements militaire et policier avec des armées et polices étrangères seront déployés de manière complémentaire avec notre politique étrangère. La politique étrangère et des capacités

militaires appropriées se renforceront mutuellement afin de servir nos intérêts de sécurité à l'intérieur et à l'extérieur de notre pays. Cela commande une capacité de diplomatie de sécurité nationale, dont la stratégie et les activités se concentrent sur les priorités nationales où nos engagements avec des armées et des polices étrangères apporteront de meilleurs résultats pour nos objectifs et nos capacités en sécurité nationale.